65e ANNÉE (7e série) N° 28 14 JUILLET 1955

# L'AMI DU CLERGÉ

*Paraît à Langres tous les jeudis*

**Mgr F.-M. CATHERINET**
**Protonotaire apostolique**
**Directeur**

**Abbé R. DESVOYES**
**Secrétaire**

## Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Le bienheureux Marcellin Champagnat. — II. La guerre scolaire en Belgique. — III. Signes des temps. — IV. Où en sont les Missions d'Asie ? — V. Orientation actuelle de l'Hindouisme. — VI. Histoire du cheval. — VII. Les Centuriations romaines. — VIII. La jeunesse de Churchill. — IX. Le catholicisme en Finlande. — X. La situation en Pologne. — XI. Le Syndicalisme espagnol.

### I

**Le bienheureux Marcellin Champagnat**

Au grand jour de la Pentecôte, a été glorifié à St-Pierre de Rome, un fils de notre vieille France, Marcellin Champagnat, le fondateur des Petits Frères de Marie, dont la maison-mère est actuellement à St-Genis-Laval, près de Lyon. Tous ceux qui ont bénéficié dans leur enfance, — comme c'est mon cas — des soins éducatifs des Frères maristes se réjouissent de voir sur les autels l'humble prêtre du diocèse de Lyon, qui eut la première pensée de leur si fécond et bienfaisant Institut. La revue *Ecclesia* de Daniel-Rops lui a consacré un article non signé, dans son n° de mai 1955. Il existe par ailleurs d'excellentes biographies du nouveau bienheureux : celle de Mgr Laveille, notamment, qui est de 1921, et celle de Guy Chastel [1], qui est plus récente. Voici donc les grandes lignes de la belle carrière de Marcellin Champagnat.

Il naquit le 20 mai 1789. Cette date évoque la réunion des Etats Généraux, qui s'étaient ouverts le 5 mai. Le Serment du Jeu de Paume aura lieu le 20 juin. Mais ces grands événements ne devaient pas troubler beaucoup le village de Marlhes, aux confins du Velay et en territoire lyonnais, où naquit l'enfant, d'une chrétienne famille de paysans. Son père exploitait par ailleurs un moulin. Il était par surcroît forgeron, menuisier, maçon. Sa femme, Marie Chirat, semble avoir été une femme « forte » selon l'Ecriture, et effacée. Elle se consacrait tout entière à ses dix enfants. Marcellin était le sixième. Les excès révolutionnaires ne firent que renforcer les sentiments religieux de la famille, bien que le père de Marcellin, considéré comme le personnage le plus notable de son village ait revêtu le titre de Président du Comité révolutionnaire. Le petit Marcellin traversa la période agitée de 1789 à l'Empire, sans événements marquants. Il gardait les bêtes ou aidait son père à l'établi ou à la forge. Il ne pensait absolument pas à se faire prêtre, jusqu'au jour, où en 1805, alors qu'il avait seize ans, un émissaire du cardinal Fesch se présenta à la maison du père pour recruter des vocations sacerdotales. Des enfants de Jean-Baptiste Champagnat, Marcellin fut le seul qui accepta d'aller au Séminaire, faire des études pour devenir prêtre.

C'était un grand garçon, plein de candeur, un peu timide, mais qui se révélerait par la suite, aussi modeste et aussi énergique que sa pieuse mère. Les études, au petit séminaire de Verrières, ne furent cependant pas aisées pour ce jeune homme jusque-là presque totalement inculte. Il y eut des heures pénibles, douloureuses même. Mais Marcellin tint bon. Il y avait, du reste, avec lui, au même séminaire, un garçon encore plus arriéré que lui, et cependant plus âgé de 3 ans, un garçon qui avait peine à suivre ses études et dont tout le monde se moquait à cause de cela. Il se nommait Jean-Marie Vianney. Entre Champagnat et lui se noua une sainte amitié. On voit où elle les a conduits ! Enfin, en octobre 1813, Marcellin Champagnat arrive au Grand Séminaire à Lyon. Et c'est là que bientôt se dessine sa vocation particulière. Une douzaine de séminaristes, en effet, s'enthousiasmaient à la pensée de fonder plus tard une Société qui porterait le nom de Marie et qui aurait pour but de réparer les ruines religieuses accumulées en France par la Révolution. Dans les réunions, le tenace Marcellin revenait souvent sur la nécessité d'avoir des Frères pour l'éducation de la jeunesse, si bien qu'un jour ses camarades lui dirent : « Eh bien ! puisque vous en avez l'idée, chargez-vous en donc ! »

Il se regarda donc dès lors comme un peu voué à cette œuvre. Tandis que Jean-Marie Vianney était ordonné prêtre en 1815, et devenait vicaire à Ecully, avant d'être — pour le temps et l'éternité — le « Curé d'Ars », — Marcellin Champagnat, très lié au futur père Colin, fondateur des Pères maristes, recevait, en même temps que lui, la prêtrise en 1816. Presque aussitôt, il est nommé vicaire à La Valla, dans la région de Saint-Chamond-Izieux. Appelé un jour au chevet d'un enfant moribond, il s'aperçut avec terreur que cet enfant ignorait toutes les vérités de la foi. Il avait dû passer deux heures auprès de lui pour le préparer à la mort, en lui apprenant tout ce qui est nécessaire au salut. Il rentra bouleversé au presbytère, et se sentit dès

[1] Laveille, *Marcellin Champagnat*. In-8 de 440 p. Lyon, Em. Vitte ; — G. Chastel, *Marcellin Champagnat, fondateur des maristes*. In-16 de 170 p. Paris, Alsatia, 1939.

lors pressé de ne pas attendre davantage pour réunir des frères-instituteurs de l'enfance. Deux jeunes gens répondirent tout de suite à son appel. Il emprunta 1600 francs, pour leur acheter un logis, qu'il nettoya et meubla de ses mains. Le 2 janvier 1817, il les installait et commençait leur formation en vue de leur tâche future. Ils furent bientôt quatre puis six, avec un règlement fixe, des études suivies, une organisation. La petite communauté vivait du reste sous le signe de la plus ardente ferveur. Bientôt, il fut possible d'envoyer deux par deux les jeunes maîtres pour faire le catéchisme dans les hameaux. Dès 1818, les deux plus savants d'entre eux prennent la direction de l'école de La Valla. Marcellin Champagnat voyait en tout cela moins le fruit de ses efforts que ceux de la protection de Marie, en qui il avait une confiance illimitée et qu'il aimait à appeler sa « Ressource ordinaire ». A la fin de sa vie, il dira volontiers : « C'est la Sainte Vierge qui a tout fait chez nous ! »

Très vite les disciples de l'abbé Champagnat furent appréciés. On demanda de toutes parts leur concours. Ils allaient de paroisse en paroisse, selon les demandes qui affluaient, fonder des écoles. Il faut se rappeler qu'à cette époque, alors que la Révolution avait tant détruit, les écoles étaient en France relativement très rares. On calcule qu'à peine un dixième de la population rurale d'âge scolaire recevait un enseignement quelconque. Et justement, il est très touchant de voir qu'un Jean-Marie Vianney, un Marcellin Champagnat, qui avaient compté, au cours de leurs études, parmi les élèves les moins bien doués, furent ceux de leur temps qui firent le plus pour l'instruction de la jeunesse. Il serait long et fastidieux de rapporter ici par le détail les difficultés, oppositions, objections, controverses, calomnies même, que l'abbé Champagnat eut à affronter, dans les débuts. Rien ne réussit jamais à le décourager. Et quand il mourut, le 6 juin 1840, d'un ulcère à l'estomac, à l'âge de 51 ans. il avait définitivement assuré l'avenir de son œuvre.

J'ai sous les yeux une statistique récente — au 1er janvier 1955 — de l'Institut des Frères maristes. Les chiffres essentiels sont les suivants : l'Institut est réparti en 32 provinces, couvrant 270 diocèses, appartenant à 32 pays différents. Le nombre des Frères profès est de 8.400, celui des aspirants, juvénistes, postulants et novices, de 3.600. Le nombre des élèves instruits dans les écoles des Frères est de 250.000 dont 25.000 internes. Les Frères maristes, depuis leurs origines se sont intéressés aux missions. Actuellement, ils desservent 75 écoles, en 20 pays de mission. On y compte 500 frères et 150 aspirants, avec 35.000 élèves. Voici quelques-uns des noms de pays où ils œuvrent : Ceylan, Hong-Kong, Malaisie, Japon, Afrique du sud, Congo belge, Madagascar, Mozambique, Nigeria, Nyassaland, Rhodésie, Colombie, Philippines, etc.

En somme, ce n'est pas sans raison que le journal *L'Essor*, de Saint-Etienne, dans son n° du 8 mai 1955 a pu intituler un article : « Le plus grand miracle de Marcellin Champagnat : le Rayonnement universel des Frères Maristes ».

Non seulement le bienheureux Champagnat fut un prêtre qui fit honneur au clergé de son siècle, à l'égal du saint Curé d'Ars, son ami, mais il est un bienfaiteur de l'humanité, à l'égal de Jean-Baptiste de la Salle. Et de lui on peut dire, avec la Vierge qu'il a tant aimée : *Exaltavit humiles !*

## II

### La guerre scolaire en Belgique

Les journaux ont beaucoup parlé, ces temps derniers, de l'agitation scolaire en Belgique. La Revue *La Vie intellectuelle* de mai 1955 a eu l'excellente idée de confier à M. Jean Delfosse, rédacteur en chef de la *Revue nouvelle* à Bruxelles, le soin de nous dire de quoi il s'agit.

On s'est étonné de la violence des réactions catholiques contre le projet de l'actuel ministre — socialiste — de l'Instruction publique, M. Collard. La législation belge, à nos yeux de Français tout au moins, paraît cependant bien favorable au catholicisme. Que réclament donc de plus nos coreligionnaires ? Tout simplement la justice scolaire — ce que nous-mêmes réclamons en vain depuis tant d'années, et par justice scolaire, nous entendons l'impartialité de l'Etat entre les diverses croyances religieuses ou philosophiques, en d'autres termes la neutralité réelle de l'Etat. En Belgique, l'Etat est beaucoup plus impartial que chez nous, certes, mais il semble s'écarter cependant de la véritable *égalité*. Les écoles catholiques comptent environ 903.000 enfants. Ceux de l'école publique sont au nombre de 700.000, sur lesquels 80 % suivent — *à l'école même* — les cours d'instruction religieuse catholique. On peut donc dire que l'immense majorité des enfants belges professent la religion catholique. Le moins donc que l'on pourrait demander à un gouvernement juste, serait *l'égalité*. Or, le gouvernement socialiste-libéral, qui est au pouvoir, a diminué de 500 millions (de francs belges) — soit de près de 4 milliards de nos francs français — les subventions qui auraient dû aller normalement aux écoles libres. Par voie de conséquence, les écoles libres se sont trouvées dans l'impossibilité d'assurer à leurs maîtres des traitements *égaux* à ceux des professeurs de l'Etat. Menacé d'une marche sur Bruxelles, le gouvernement avait cependant fait des promesses. Il ne les a pas tenues. Quand fut publié le projet de loi connu sous le nom de *projet N° 217*, grande fut la colère des catholiques de constater qu'ils étaient frustrés ! Mais il ne s'agit pas seulement d'une question — non négligeable — de gros sous.

« On peut dire, affirme M. Delfosse, que c'est presque chaque article du projet qui contient une chausse-trappe pour l'enseignement... mais comme nombre d'entre (les mesures proposées) ont un caractère si visiblement vexatoire pour les écoles libres et pour les professeurs de ces écoles, l'opinion catholique a vite percé à jour les intentions profondes du projet, à savoir : accentuer l'inégalité matérielle qui existe entre l'enseignement libre et l'enseignement de l'État et faire bénéficier le dernier d'une priorité morale. »

C'est donc partout la même chose : Messieurs les socialistes, qui s'intitulent si volontiers le « parti de la justice », n'ont rien tant en horreur que la justice à l'égard des catholiques !

Sous le précédent gouvernement, qui était de majorité catholique, le ministre de l'Instruction publique, M. Harmel, n'avait pas cru cependant possible d'arriver à l'égalité absolue, selon le principe si souvent exprimé par le Mouvement ouvrier : « A travail égal, salaire égal ». Mais il y avait

tendu, et c'est cela que les socialistes actuellement au pouvoir, mais qui n'ont jamais manifesté dans la rue contre les dispositions du ministre Harmel prétendent maintenant réformer à leur guise.

Voici des chiffres : pour 700.000 enfants des écoles publiques, l'Etat va dépenser près de 5 milliards de francs belges. Il faut y ajouter une très large part des 5 autres milliards inscrits aux budgets des communes et des provinces. Par contre, les 903.000 enfants des écoles libres ne devaient recevoir, selon les principes établis sous M. Harmel, que 3.700 millions de francs. Et le gouvernement socialiste, sous prétexte d'économies, vient de supprimer là-dessus 500 millions. Or, les catholiques ne peuvent admettre que l'Etat donne à ses propres écoles des avantages financiers et moraux nettement supérieurs à ceux dont jouiraient d'autres écoles. D'autre part, les Belges n'acceptent pas volontiers que l'Etat développe son emprise sur les écoles, alors que, par tradition, dans le pays, l'école primaire « relève des communes quasi exclusivement ». Le projet Collard, justement, accorde au ministre le droit de créer des écoles, en supprimant le contrôle parlementaire que la constitution a établi dans ce domaine, et il limite le droit d'initiative des provinces et des communes, sur le même point. Chose plus grave pour la Belgique, le projet Collard prétend enlever aux provinces et aux communes le droit de subventionner les écoles de leur choix, et justement ce droit est l'un de ceux auquel elles tiennent le plus. La décentralisation, là, avait fait son chemin. C'était chose très heureuse, très bien admise du public. Par exemple, pour l'enseignement technique, il est clair que les collectivités locales se rendent mieux compte que le pouvoir central de ce qui convient le mieux à la région, aux industries qui s'y trouvent. La centralisation que veut établir le projet Collard est purement et simplement de l'étatisme. Et comme le note M. Delfosse, « elle méconnaît gravement une règle de la démocratie, en vertu de laquelle ce qui peut être fait par les pouvoirs subordonnés doit leur être laissé. »

Pour les gauches, en Belgique, comme en France, la seule école valable est l'école de l'Etat, sous prétexte que cette école est idéologiquement neutre. Les hommes politiques appartenant à ces formations de gauche ne peuvent pas ou ne veulent pas arriver à cette conception que *ce n'est pas l'école qui doit être neutre, mais l'Etat,* qui n'a pas à choisir entre les croyances des citoyens, mais les respecter et protéger toutes et les faire vivre en paix les unes avec les autres. L'école au contraire, ayant pour but de former des citoyens, ne doit pas former des « neutres », mais des convaincus, des hommes et des femmes sincères et énergiques. Le principal dans la formation scolaire n'est pas l'instruction seule, mais *l'éducation.* Or, l'éducation n'est pas du ressort de l'Etat, elle n'est que très mal assurée par la neutralité de l'enseignement et de l'école. Pour une bonne éducation de l'enfant, il faut compter sur la famille, l'Eglise, la foi, et par suite, sans contraindre personne, sans favoriser personne — car le chrétien d'aujourd'hui ne réclame aucun privilège mais la liberté entière — il faut laisser aux parents le maximum de liberté de choix entre les écoles.

Enfin, une erreur colossale des hommes de gauche, c'est de ne voir partout que des intérêts politiques, et de proclamer que l'Eglise ne donne l'éducation que pour des buts politiques. Le grand souci qu'a l'Eglise de la destinée éternelle des enfants ne semble pas pouvoir entrer dans leur esprit ! « Là où les croyants, dit M. Delfosse, revendiquent leurs droits de citoyens, eux voient avant tout la puissance de l'Eglise. » Cela est d'autant plus choquant en Belgique qu'il s'agit d'un pays où les protestants ne représentent que 0,5 % de la population, où l'on compte 90 % de catholiques, et où les incroyants ne forment une famille spirituelle que par opposition aux catholiques, mais nullement par union entre eux ! Or, ce n'est qu'à ces derniers que conviennent les écoles neutres. C'est donc faire du cléricalisme à rebours que de vouloir favoriser des écoles au détriment des autres.

Comme le note M. Delfosse, « nous devons bien constater que l'anticléricalisme des gauches n'est pas seulement une réaction contre les abus du cléricalisme. Il est plus foncier que cela. » Et il met au bas de la page cette observation :

« Il suffit de lire le journal officiel du parti socialiste : *Le Peuple,* pour s'en rendre compte. On s'y moque allègrement de ce que les chrétiens considèrent comme sacré. »

Il s'agit donc bien ici d'une guerre de religion. On veut détruire ou du moins amoindrir le catholicisme. Mais les hommes au pouvoir se trompent de direction :

« Pour étendre leur influence, dit encore M. Delfosse, les socialistes ont choisi la voie la plus violente, celle de l'anticléricalisme, plutôt que d'essayer de se débarrasser de tout ce résidu qu'ils ont hérité du libéralisme[2] du XIXe siècle qui est précisément la raison pour laquelle les chrétiens ne peuvent se trouver à l'aise dans leur parti. »

Ils ont provoqué une réaction catholique d'une puissance qu'ils n'avaient pas prévue et dont ils ne soupçonnent pas la grandeur.

## III
### Signes des temps

Dans le même numéro de la *Vie intellectuelle,* il y a toute une suite de courts aperçus intitulés *Signes des Temps* et qui portent sur les sujets les plus divers. Nous voudrions en signaler quelques-uns. Voici d'abord de brèves indications de Jean Rounault, sous le titre : *Les deux fronts de la diplomatie soviétique.* Il souligne avec force que le moment serait peut-être venu « de rappeler à l'Union soviétique que les Alliés s'attendent à voir les satellites retrouver l'indépendance qui leur avait été promise. »

C'est que Moscou a des soucis graves du côté de la Chine. Dans ce pays, en effet, l'homme de confiance des Soviétiques, Kao Kang, vient d'être liquidé. Kao Kang était un adversaire de Mao. Il avait en 1952, proposé une ligne politique strictement stalinienne, l'application d'un plan quinquennal dans les villes et à la campagne, ce qui signifiait la liquidation de la bourgeoisie et la collectivisation forcée des paysans. Kao Kang accusait Mao de se rendre coupable d'une déviation de droite.

[2] Le mot *libéralisme,* en Belgique, comme en Angleterre signifie à peu près *radicalisme anticlérical.* Le socialisme n'a pu s'en défaire !

**Mao, de son côté, accusait Kao Kang de vouloir** démolir le gouvernement. Kao Kang avait pris, en 1949, la succession de Lilisan, un autre adversaire de Mao, comme gouverneur de Mandchourie. En 1953, il avait été chargé de la planification. Mais dès février 1954, il recevait son premier blâme officiel. Et maintenant, Mao a réussi à se débarrasser de lui, ce qui veut dire qu'il s'est affranchi de la tutelle des Soviets.

La Chine entend donc suivre sa voie propre. Le fait que la Russie n'a pas été invitée à la Conférence de Bandoeng est significatif à ce sujet. La Chine a bien l'intention de mettre la main sur tous les petits partis communistes asiatiques. C'est pour des raisons de cet ordre que Tito avait été excommunié. La Russie essaie de rattraper Tito. Mais le titisme chinois est chose plus grave. C'est cela qui explique en partie au moins les efforts de conciliation de la part de Moscou à l'ouest. Et voici la conclusion très intéressante de Jean Rounault :

« Il reste cependant le fait capital d'une fêlure dans le bloc russo-chinois, qui crée des perspectives nouvelles pour une diplomatie à l'échelle du globe : une négociation parallèle sur le front soviétique et sur le front chinois peut avoir des conséquences très fécondes. La liquidation de Kao Kang sera pour beaucoup dans la conclusion du traité autrichien et ce dernier nous vaudra peut-être la paix à Formose. »

Dès maintenant, cela est clair, se pose le problème de l'unité du communisme mondial. C'est le moment, pour les non-communistes, de resserrer leur unité à eux.

* *

Tournons une page, et nous trouvons, sous la signature de A. Paul Grégoire, un article qui a pour titre : *Images et impressions de Leipzig 1955.*

Il s'agit d'une visite à la foire de cette ville. Première visite, avant celle de la foire, à la police du lieu. On y répond à un long questionnaire. De là au café pour le petit déjeuner. On y consomme un *mokka* débordant de crèmes multicolores, mais le café est si clair qu'on voit la petite fleur peinte au fond de la tasse. Et tout est cher pour un Français. Le cours officiel — très boursoufflé par rapport au cours réel — exige 150 fr., pour un mark oriental. Les Américains ne reçoivent que 2 m. 10 pour un dollar ! Or, le dollar est coté 4 m. 10 en Allemagne occidentale, et le mark occidental vaut de 4 à 5 marks orientaux. Il s'ensuit que le dollar devrait valoir dans les 20 marks orientaux, au lieu de 2,10. C'est tout simplement de l'escroquerie !

« Quand je considère, écrit M. Grégoire, mes 100 grammes de viande entourée de pommes de terre bouillies qui me coûtent 600 francs, je me demande où est le cours qui correspond à la réalité. »

Mais si le gouvernement se munit de la sorte de devises étrangères à bon compte, il rend du même coup ses marchandises trop chères pour l'exportation. Une auto I.F.A. fabriquée en Allemagne orientale, et qui ressemble à s'y méprendre à une D.K.W. fabriquée en Allemagne occidentale, coûte, au détail 6.000 dollars, contre 1.500 à l'ouest, soit quatre fois plus ! L'étranger est obligé à son tour de majorer le prix de ses marchandises, pour rétablir l'équilibre. Finalement, c'est l'Allemagne de l'est qui a de la peine à importer, parce qu'elle ne peut guère exporter.

Les visiteurs de la foire de Leipzig reconnaissent que la qualité de la fabrication s'améliore, mais que le rythme de la fabrication reste insuffisant. Les articles présentés ne sont, en général, que des prototypes alléchants, mais pour lesquels les délais de livraison sont tellement énormes que l'article sera démodé quand il sera livré.

« Le progrès technique va trop vite à notre époque, remarque M. Grégoire, pour qu'on puisse être sûr que l'objet commandé aujourd'hui sera encore moderne dans deux ans. »

Les fabricants de l'est ont cependant le souci le plus visible de donner satisfaction au public et de prouver que l'Allemagne de l'est peut reprendre sa place dans le marché international. Ce qui manque, ce sont les matières premières et les capitaux. Et voici quelques réflexions des exposants, recueillies par M. Grégoire :

« Chez nous, pas de chômage, les salaires sont suffisants, comparativement à l'Allemagne de l'ouest. *Mais on ne peut guère acheter*. On vit au jour le jour, on n'épargne pas ; pourquoi le ferait-on puisqu'on ne peut acheter ce que l'on désire ? On va au restaurant puisque nos tickets ne suffisent pas, on ne se prive pas sur la nourriture, on dépense son argent à se nourrir faute de pouvoir l'utiliser ailleurs. »

Ce qui manque le plus, ce sont les tissus. Il y en a en perlon, qui est le nylon allemand, en soie chinoise, assez chers en général, mais pas de lainage pour femmes, pas de bonnes draperies pour hommes.

Ceux qui ont de l'argent pour voyager ne savent où aller : impossible de se rendre dans les pays situés au-delà du rideau de fer, à moins de faire partie d'une délégation officielle. Impossible d'aller en Allemagne de l'ouest, parce que le mark oriental vaut 4 ou 5 fois moins que le mark occidental.

« Dans ces conditions, un paquet de cigarettes nous coûte une journée de travail, une nuit à l'hôtel le plus modeste 3 journées de travail. Alors, on reste ici. »

Mais voici un petit industriel. M. Grégoire lui dit : « Patientez ! Le jour où l'Allemagne sera réunifiée... » Mais il ne laisse pas finir la phrase et répond vivement :

« Ce jour-là, je n'ai plus qu'à fermer mon usine. La concurrence me tuera. Voyez-vous, je fabrique en 1955 les mêmes articles qu'en 1940 : des lampes de chevet, et des lampadaires en bois. A l'ouest, il y a beau temps qu'on a abandonné ce genre, on se sert de tube métallique, de matières plastiques, c'est plus joli, c'est au goût du jour... et c'est moins cher. Je vends ce que je fabrique, parce qu'il n'y a pas autre chose. Le jour où les marchandises occidentales circuleront librement, où la monnaie sera unifiée, je suis fini. »

On lui demande : mais pourquoi ne vous modernisez-vous pas ? Il répond, avec un grand geste vague :

« J'aurais besoin de nouvelles machines et je n'en trouve pas. J'aurais besoin, pour faire du neuf, de l'accord de la Commission compétente, j'ai essayé, c'est difficile, mes nouveaux modèles sont ou « formalistes » ou « petit-bourgeois », alors... pourquoi essayer de changer, on se laisse aller... »

La réunification pourtant est attendue de tout le monde, sauf des profiteurs du régime. Mais l'espoir est mince. Que peut offrir l'ouest à la Russie pour qu'elle s'en aille ? Tout est là. Les Russes

ne sont pas des idéalistes, ni des idéologues. Ils sont au contraire horriblement réalistes, si c'est être réaliste que de coaliser contre soi des colères, des haines, des hostilités cachées.

Une Conférence à quatre a donc bien peu de chances d'aboutir à cette fameuse réunification dont on parle depuis si longtemps !

* *

Et voici encore, une notule curieuse, signée de nouveau Jean Rounault, avec ce titre : *Le bœuf et le porc à l'école des fakirs.* Il y est dit que dans son discours du 25 janvier 1955, Khrouchtchev a révélé une des tentatives les plus extraordinaires faites en U.R.S.S. depuis la guerre : l'organisation scientifique de la faim pour les bœufs et les porcs destinés à la consommation courante (!)

Il s'agit d'expériences soi-disant scientifiques du ministère du lait et de la boucherie. Khrouchtchev a donné lecture d'un passage du rapport établi par les savants de ce ministère :

« Pendant les premières quarante-huit heures, les animaux privés de nourriture manifestaient de l'inquiétude ; ils se couchaient peu, mugissaient et léchaient leur poil. En prolongeant la faim, les bêtes devenaient indolentes, peu mobiles, mais restaient couchées en se recroquevillant. »

Vous pourriez croire qu'il ne s'agissait que d'une expérience à petite échelle ! Mais Jean Rounault ajoute : « Cette méthode a coûté au cours d'un an la perte de 42.000 tonnes en poids vif. Pendant la même période, l'U.R.S.S. était devenu le troisième importateur mondial de viande. »

Alors on ne comprend plus, et on se demande si le monde communiste n'est pas un monde à l'envers. Jean Rounault se borne à conclure :

« La difficulté insurmontable pour la mentalité bureaucratique de comprendre ce qu'est la vie. »

On a quand même peine à croire que le bon sens ne reprenne pas, un jour ou l'autre, ses droits. Et voilà bien, comme dit la *Vie Intellectuelle*, quelques signes des temps.

## IV
## Où en sont les Missions d'Asie ?

L'excellent *Bulletin de la Société des Missions étrangères de Paris*, publié à Hong-Kong, nous apporte en son numéro de juin 1955, le texte intégral d'une Conférence donnée, le 14 mars 1955, à l'Institut catholique de Paris, par le R. P. Destombes, sur « *la Situation actuelle des Missions catholiques* », avec le souci particulier de voir s'il est vrai de dire qu'il y a un « *repli des Missions catholiques dans l'Inde et en Extrême-Orient* ».

En *Chine* d'abord. De repliement volontaire, il ne fut certes jamais question. Mais la persécution a passé par là. « Aujourd'hui, il ne reste en Chine qu'un nombre infime de missionnaires — chiffres : 65 prêtres, frères et sœurs, sur un total de 5.000 et plus auparavant. » En un mot, l'Eglise de Chine « rentre lentement aux Catacombes ».

Mais il serait injuste d'oublier les autres pays d'Extrême-Orient.

Voyons les *Indes.* Elles se ferment actuellement à la pénétration des missionnaires étrangers. Les « permis de séjour » sont difficiles à obtenir. Le gouvernement prétend que les missionnaires n'apprécient pas à sa valeur la culture indienne, que certains missionnaires ont exercé des activités politiques, que les conversions obtenues sont des conversions forcées. En réalité, selon les dirigeants hindous, toutes les religions sont bonnes et on ne voit pas pourquoi une religion s'arrogerait le droit exclusif d'être la vraie.

Ce que l'on ne peut pas dire, c'est que les évêques indigènes n'ont pas fait tout leur possible pour garder leurs missionnaires étrangers et en avoir d'autres. En 1952 et 1953, les archevêques de Bombay et Delhi-Simla, indigènes, intervinrent à plusieurs reprises auprès du Premier Ministre et du Président de la République, pour obtenir des apaisements, et avoir des visas pour les missionnaires étrangers. Dans le clergé indigène inférieur, les sentiments sont partagés. Une minorité se montre méfiante et croit que l'on doit travailler à l'indigénisation accélérée du clergé du pays.

En *Birmanie*, pays indépendant depuis 1948, la Constitution déclare la religion bouddhiste, religion de la majorité, mais accorde la liberté aux autres. Les bouddhistes sont 85 % de la population. Le Premier Ministre, qui est bouddhiste fervent, ne cesse de prêcher la *tolérance en matière religieuse.* De fait, l'enseignement de la religion est autorisé à l'école, de manière uniforme, chaque fois que dans une école il y a un groupe suffisant de ressortissants d'une religion autre que le bouddhisme, qui est, naturellement, seul enseigné dans les écoles entièrement bouddhistes. A l'égard de la religion catholique, le Premier Ministre se montre très sympathique. En avril 1954, il envoya même une délégation de 10 prêtres et frères indigènes, à Rome, aux frais de l'Etat. Cependant, les démarches pour obtenir les visas d'entrée, pour les missionnaires étrangers, sont longues et malaisées, quoique toujours couronnées de résultats. La hiérarchie ecclésiastique vient d'être rétablie en Birmanie, mais le premier évêque du pays a obtenu le maintien dans leurs postes de tous les missionnaires étrangers. Les Birmans se rendent bien compte que leur clergé indigène n'est pas encore en mesure d'assurer l'activité religieuse nécessaire. « Il n'y a donc plus, comme en la période 1925-1945, repliement des missionnaires pour laisser totalement la place au clergé indigène, mais collaboration de tous les prêtres, autochtones et étrangers, sous l'autorité de l'Ordinaire désigné par le Saint-Siège. » Sous ce rapport, il s'agit bien d'une orientation nouvelle du régime des Missions, de la part de Rome.

En *Malaisie*, il existe depuis 1948, une *Fédération de Malaisie* indépendante, et une colonie anglaise à Singapore. Mais la Fédération et la colonie sont également sympathiques aux missions catholiques. L'activité missionnaire peut donc s'exercer en toute liberté. On n'exige que la non-affiliation et la non-sympathie pour le parti communiste, ce qui est tout à fait dans les traditions catholiques. Le nombre des missionnaires en Malaisie a triplé depuis 1950.

Au *Siam*, situation analogue. Il y a 168 prêtres dont 72 indigènes, pour 18 millions d'habitants. Les bouddhistes siamois sont pratiquement imperméables à la foi catholique, mais les minorités non-siamoises, sont plus accessibles. Le gouvernement pousse la bienveillance jusqu'à subventionner les écoles confessionnelles, 100 francs par mois et par

élève, 875 francs par mois et par professeur, demi-tarif sur les chemins de fer pour les prêtres et religieux.

En *Indochine*, les faits principaux sont connus de tous : au nord, c'est le régime communiste ; il y a eu des exodes massifs, fidèles et prêtres ensemble. D'autres sont restés et s'attendent à avoir de graves difficultés pour les activités visibles, mais en se promettant de rester fidèles au-dedans. Au sud, les missionnaires qui l'ont demandé ont pu rester avec leurs ouailles. En tout cas, la consigne est d'attendre l'expulsion, au lieu de partir de soi-même. Pourtant, il circule des tracts qui réclament la remise totale de l'Eglise vietnamienne au clergé vietnamien. Sur ce point, les avis sont partagés, dans le clergé indigène. Hélas ! ce n'est pas le seul sujet de division. Au Laos, au Cambodge, sur les Hauts-Plateaux, il n'est pas question du départ des missionnaires.

A *Formose*, les missions jouissent d'une prospérité jusque-là inconnue. Des populations entières se tournent vers l'Eglise.

En *Corée*, zone nord, hermétiquement fermée aux missionnaires, zone sud, au contraire, activité intense et nombreuses conversions. Le gouvernement est favorable.

Au *Japon*, pays largement ouvert aussi. En 1940, on y comptait 350 prêtres dont 130 japonais. En 1951, 877, dont 195 japonais. Aujourd'hui, plus de 1000. Il est venu des missionnaires expulsés de Chine. La population catholique s'élevait en août 1954 à 199.760 fidèles. Elle augmente d'environ 15.000 par an, dont 10.000 conversions et 5.000 par excédent d'enfants de chrétiens sur les décès. Quand on songe que le Japon compte actuellement environ 80 millions d'habitants, on comprend bien que le travail missionnaire qui reste à faire est immense. Mais le gouvernement accorde les visas sans difficulté. La population accueille avec sympathie les missionnaires. Le clergé japonais est en grande amitié avec eux. Le sentiment de nationalisme religieux existe au Japon comme ailleurs, mais nullement à l'état aigu.

La conclusion de tout ceci est qu'il est nécessaire de donner à l'apostolat moderne des formes renouvelées, en tenant le plus grand compte de la mentalité des peuples auxquels on s'adresse et auxquels il faut faire comprendre le grand message évangélique.

## V

### Orientation actuelle de l'Hindouisme

On vient de voir que l'hindouisme voit d'assez mauvais œil l'expansion de l'Evangile. Mais lui-même, où en est-il ? Quelles sont ses tendances actuelles et ses enseignements ? C'est ce que le R. P. Fallon, qui vit dans l'Inde depuis 15 ans, a dit dans *Ecclesia, Lectures chrétiennes* de juin 1955.

Le P. Fallon est Belge. Mais le Bengale est devenu sa seconde patrie. Il a une expérience considérable de la vie intellectuelle indienne. Ses supérieurs lui ont permis de s'installer dans un milieu universitaire de Calcutta. Il est là en rapports constants avec des étudiants et des professeurs bengalis. Tous les soirs, il reçoit des visites analogues à celle de Nicodème à Jésus. Ses voisins viennent causer avec lui de religion. Et le P. Fallon peut de la sorte intituler son exposé : *Quelle est l'orientation actuelle de l'Hindouisme ?*

Il s'agit là d'une réalité difficile à définir. L'Hindouisme n'a jamais été une religion unifiée, organique, une religion semblable à l'Eglise chrétienne des origines ou à l'Eglise catholique d'aujourd'hui. C'est ce que M. Jacques Chevalier a fort bien noté dans son récent ouvrage : *Histoire de la Pensée* [3], en parlant de la *Pensée de l'Inde*.

Depuis ses plus anciennes origines, la pensée hindoue s'intéresse davantage au moyen qu'à la fin : c'est-à-dire à la *concentration de l'esprit* plus qu'au sujet sur lequel elle s'opère. C'est la pratique de la méditation qui importe, *et non son contenu*. Pourvu qu'on ait l'*extase*, peu importe la foi qui produit cette extase ! Il s'ensuit que l'hindouisme, dans le passé comme dans le présent est « plutôt, dit le P. Fallon, un ensemble de spiritualités, d'écoles de spiritualité, de croyances, de métaphysiques et de mythologies, d'ascèses de types divers, ensemble sous-tendu par des rites, le rite étant plus stable dans la société hindoue que la croyance elle-même et plus capable d'unifier les différentes classes et les divers membres de cette société. »

Ce que les Hindous estiment, ce sont les « expériences religieuses », plus que les dogmes définis. Sans doute, il y a chez les Hindous un culte de la tradition, des traditions ancestrales. Mais elles ne leur imposent que des attitudes, et jamais des doctrines précises et invariables. Les traditions véhiculent un état d'esprit, une « culture », une spiritualité vague, flottante, mais intense, et profonde, quoique sans contenu ! Et cela est surtout visible dans les campagnes. Il y a là environ 80 % d'illettrés, soit 300 millions d'Indiens ne sachant ni lire ni écrire, mais possédant une tradition de village, formée des éléments les plus étranges et les plus disparates : éléments magiques, pratiques et croyances parasitaires, coexistant avec des valeurs religieuses authentiques et des principes de haute moralité humaine. Au-dessus de ces 300 millions d'illettrés on compte environ 72 millions d'Indiens cultivés, qui ont fait des études dans les 20.000 collèges du pays, comptant 4 millions d'élèves.

Même dans ces milieux cultivés, les traditions restent respectées et vivantes, mais elles ne s'opposent aucunement à la promiscuité de toutes les philosophies étrangères. L'Inde a traversé, durant tout le XIX[e] siècle, une crise analogue à notre crise moderniste, en ce sens que le kantisme, l'hégélianisme, le positivisme d'Auguste Comte, le marxisme plus récemment, mais plus gravement que les autres doctrines occidentales, se sont répandus et ont trouvé dans l'Inde des adhérents. Et la fusion entre ces doctrines étrangères et la pensée hindoue primitive n'a jamais été faite, ni même sérieusement tentée. Il y a juxtaposition, il n'y a pas accord. L'Inde n'a pas produit de génie capable de dominer le chaos des doctrines.

« Prenons l'exemple d'un Tagore, écrit le P. Fallon. C'est un très grand poète, mais ce n'est pas un grand

[3] Cet ouvrage monumental, qui vient de paraître chez Flammarion, traite de la *Pensée antique*, et surtout de la Pensée grecque. Et il montre que nous avons une chance incalculable d'être les fils de la civilisation grecque au lieu d'être les fils de la très antique civilisation hindoue.

penseur, un grand philosophe. Il y a toujours chez lui une certaine profondeur méditative ; tout ce qu'il touche est toujours réussi, intéressant, mais n'est pas profond dans le sens mystique. Il fait penser à Maeterlinck; il est charmant et gracieux. »

Autre écrivain Indien célèbre : Bankim Chandra, un grand romancier, certes, mais qui se réclame d'Auguste Comte, supprime tout le surnaturel, et transforme l'hindouisme en simple morale, par la négation de tout absolu.

De même la Mission de Ramakrichna, organisée par Vivekânanda, a beaucoup fait dans le domaine social, mais sans référence à une foi proprement dite. Un grand nombre de jeunes Hindous renoncent à la méditation en quelque sorte désincarnée d'autrefois, et se jettent dans le social. La science les attire, les séduit, mais comme ils n'ont pas de doctrine spirituelle précise, ils tombent dans le *scientisme*, que nous avons bien connu, il y a un siècle, mais que nous avons dépassé. Le *néo-hindouisme*, sans tomber dans un athéisme agressif, comme il arrive en Russie communiste, ou même chez nos marxistes occidentaux, en vient à se désintéresser de la religion, et il conduit les jeunes à abandonner la prière. Et c'est cela qui est grave. Le P. Fallon le fait remarquer avec raison :

« La grande perte, écrit-il, c'est que le jeune Hindou ne prie presque plus. Si vous interrogiez 1000 étudiants de l'Université de Calcutta pris au hasard, sur les 50.000 qui en dépendent, vous ne trouveriez parmi eux qu'une infime minorité qui prie. Non seulement les jeunes, mais les gens cultivés passent aujourd'hui par une crise religieuse plus grave peut-être que celle de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, parce que la rencontre avec la science et le scientisme s'y est faite de manière plus brutale. »

Il semble qu'il y ait là un phénomène plus important encore que celui qu'on remarque en Chine ou en Russie soviétique. La place est faite pour l'entrée de l'athéisme, ou du moins du scientisme agnostique. Le pandit Nehru lui - même s'en est rendu compte, car voici un passage de l'une de ses conférences aux étudiants de Calcutta, cité par le P. Fallon :

« Vous avez presque tous conquis des grades scientifiques ; nous avons besoin de savants, d'ingénieurs ; l'Inde a besoin de vous et de votre travail scientifique ; mais cherchez ce quelque chose qui doit diriger et contrôler la science ; je ne vous dirai pas quoi, parce que je ne suis pas religieux, vous le savez ; je n'ai pas le temps de m'occuper des problèmes religieux, je suis pris par les problèmes de ce monde ; cependant ce quelque chose qui dirigera la science est indispensable, sinon la science vous mènera à la catastrophe, comme elle y a mené d'autres pays. »

Voilà donc un *agnosticisme* très net, mais tout différent du nôtre. Et il est, nous assure le P. Fallon, l'une des « caractéristiques les plus marquantes de l'Hindou cultivé d'aujourd'hui ». Il ne croit à rien, mais dans ce *rien* il met tout de même *un inconnu indispensable !* En terminant, le P. Fallon exprime un certain optimisme, au sujet de la préservation probable de l'Inde du danger communiste. Il croit que nos revues parlant de ce danger exagèrent. Le P. Fallon admet que le communisme menace l'Inde, qu'il fait tache d'huile et gagne du terrain, et que ce sont les meilleurs qui y cherchent un moyen de redressement social pour leur pays. Mais il ajoute : « cependant leur nombre n'est pas encore si grand qu'il faille désespérer de l'Inde et de sa spiritualité. »

## VI

### Histoire du cheval

André Senet, dans *Science et Avenir* de mai 1955, essaie de décrire « *Cinquante millions d'années d'Histoire du cheval* ». Pour les naturalistes évolutionnistes, cette histoire du cheval est, si l'on peut dire, le grand cheval de bataille du système. Nulle part, en effet, dans les annales de la paléontologie, on ne trouve des séries aussi suivies, aussi continues de types très probablement dérivés les uns des autres. On a donné le nom d'*orthogénèse* à toute série de ce genre. Rappelons donc sommairement les étapes de cette évolution.

Nous remontons au début de l'ère tertiaire. L'ère des reptiles gigantesques, dont l'histoire remplit l'ère secondaire, est close. Ces monstres ont disparu, mais non sans laisser de traces pour nous, puisque les fossiles abondent pour nous permettre de les reconstituer et de les étudier. La préhistoire du cheval commence, croit-on, il y a environ 50 millions d'années. Ce chiffre dont nous avons, nous éphémères, grand'peine à nous faire une idée, est le facteur indispensable de l'évolution que nous allons décrire. Au début, on trouve une sorte d'âne minuscule, pas plus gros qu'un énorme chat. C'est un âne en miniature, mais reconnaissable à la forme de son corps, de ses pattes, de sa tête allongée en museau presque pointu. Cet animal qui n'existe plus depuis très longtemps, a été appelé *Hyracotherium*. On le trouve dans le bassin parisien, en Angleterre, dans l'Amérique du nord. On le considère comme l'ancêtre non seulement des chevaux, mais aussi des ruminants, peut-être même des carnivores, et des primates. Mais ne parlons que des chevaux. De l'*Hyracotherium* — ancêtre des mammifères ongulés périssodactyles (à doigts en nombre impair, avec prédominance de celui du milieu) — serait sorti d'abord l'*Eohippus* américain, qui est déjà un cheval mesurant de 30 à 60 centimètres au garrot. Mais au lieu des 5 doigts de l'ancêtre, il n'en a plus que 4 aux pieds de devant et 3 à ceux de derrière. Il vivait à l'Eocène, il y a 45 millions d'années. Il aurait donc fallu environ 5 millions d'années pour franchir ce premier stade.

Toujours à l'Eocène, on trouve maintenant l'*Orohippus*, qui ressemble beaucoup à l'Eohippus, mais en plus grand. Puis, toujours en Amérique, apparaît le *Mésohippus*, à l'Oligocène, il y a environ 40 millions d'années. Il n'a plus que 3 doigts devant comme derrière, et atteint 80 centimètres au garrot. Nous franchissons 10 millions d'années, et nous sommes au Miocène. Voici le *Merychippus*, qui a toujours les trois doigts, mais ne marche que sur celui du milieu, ce qui réduit les deux autres à l'état de minces stylets osseux. Cette dernière transformation ne sera toutefois complète qu'à l'étape suivante, avec le *Pliohippus*, une dizaine de millions d'années plus tard, c'est-à-dire au Pliocène. On peut dire qu'alors la patte n'a plus qu'un doigt, qui sert à la marche, ou plus encore à la fuite, à la course éperdue pour échapper à l'ennemi éventuel. Et c'est du Pliohippus que descend directement l'*Equus fossilis*, ancêtre du cheval actuel.

L'orthogénèse, dans cette série remarquable, s'est produite simultanément en deux sens : d'une part les os des pattes se sont allongés constamment, le nombre des doigts s'est progressivement réduit. Il n'est plus resté que le *medius*, et les autres doigts ont passé à l'état embryonnaire. En 50 millions d'années, leur nombre passe de 5 à 4, à 3, puis à un seul. Mais les pattes se font plus fines, plus aptes à la course. D'autre part, et parallèlement, les dents se sont modifiées, allongées, devenues toutes semblables, avec une surface broyante croissante, en vue d'une adaptation au régime herbivore. Bien adaptés à la course et au régime herbivore, les ancêtres du cheval ont entrepris d'immenses migrations. Le *Mésohippus*, déjà, ou l'un de ses proches parents, quitte l'Amérique pour venir en Europe. Là, il évolue pour donner naissance à l'*hipparion*, que nous n'avons pas nommé parmi les ancêtres du cheval, car il a été démontré qu'il n'était qu'un *cheval raté*, une fin de série sans descendance, une sorte de « tâtonnement » de la nature.

Comme le *Mésohippus*, le *Pliohippus*, parti d'Amérique, débouche en Asie, par le détroit de Behring, et se maintient durant des millénaires en Asie, en Europe et même en Afrique, alors qu'il disparaissait totalement de l'Amérique. Le cheval, du reste, ne reviendra plus en Amérique, venant d'Europe, qu'au XVIe siècle de notre ère, avec la conquête espagnole.

Actuellement, on connaît deux espèces du genre *Equus*, le cheval domestique, *Equus caballus*, et le cheval sauvage, *Equus Przhevalsky* (prononcer Pchévalski). Ce dernier est en voie de disparition. On en connaît au plus 500 représentants en Mongolie. Les chevaux sauvages d'Amérique, sont en réalité des « marrons », c'est-à-dire des chevaux revenus à l'état sauvage.

Durant l'ère paléolithique, surtout à l'âge solutréen, le cheval n'est encore qu'un gibier pour l'homme. Les gisements de Solutré peuvent remonter à 25.000 ans. Puis, brusquement, le cheval disparaît de la préhistoire. 20.000 ans s'écoulent, et on le voit reparaître, à l'état d'animal domestique. On ne sait rien de lui durant ces 20.000 ans. C'est d'Asie qu'il revient en Europe à l'âge de bronze. Il est le dernier des mammifères domestiqués, après le chien, le porc, le mouton, la chèvre, le bœuf. Il fait son apparition dans l'histoire au début du deuxième millénaire, il y a près de 4.000 ans, venant d'Asie-Mineure, avec les Kassites, qui l'attellent à leurs chars de combat, mais ne le montent sans doute pas. Au bout de quelques siècles, il pénètre en Palestine, puis en Egypte, avec les Hyksos, vers 1600 av. J.-C.

Le jeu des croisements a produit depuis lors la vingtaine de races chevalines que nous connaissons. Le cheval a tenu une place immense dans l'économie européenne, soit comme animal de bataille, soit comme animal de trait. Il est devenu animal de sport. Et avec la concurrence des tracteurs, il est en passe de ne plus pouvoir servir à autre chose : un animal de course et de concours. On comprend que M. Winston Churchill, pour occuper sa vieillesse, ait acheté une écurie de courses. On verra plus loin pourquoi.

## VII

### Les Centuriations romaines

Dans la même revue et le même numéro, MM. A. Caillemer et R. Chevallier nous entretiennent de ce qu'ils nomment : *Une découverte aérienne capitale : les Centuriations romaines quadrillent tout le bassin méditerranéen.*

L'une des surprises de la photographie aérienne a été cette aptitude à faire apparaître des vestiges archéologiques, indiscernables sans elle. Beaucoup de ruines affleurent à peine le sol. La photo aérienne en dessine, sous certains éclairages toutes les lignes, même à travers la végétation qui les recouvre et les cache. La photo aérienne a donc été promue à un rôle archéologique de premier ordre. Crawford, le P. Poidebard, le colonel Baradez, en divers pays, ont révélé l'importance capitale de ce procédé d'investigation.

Les auteurs de l'article que nous analysons en ce moment, présentent les résultats de l'étude au stéréoscope de 15.000 clichés qui ont été pris en avions en Tunisie. Pour comprendre leurs conclusions, il faut rappeler les diverses étapes de la colonisation romaine, en Afrique du nord.

Carthage avait été vaincue, en 146 av. J.-C. Rome, victorieuse, résolue à empêcher sa renaissance, s'était installée en Tunisie, — on disait alors simplement en *Afrique*. Au début, la colonie romaine couvrait, sous le nom d'*Africa*, environ un tiers de la Tunisie actuelle. Un siècle plus tard, Jules César ajouta à l'*Africa*, une nouvelle province : la *Numidia*. Sous Caligula enfin, vers 40 ap. J.-C., le royaume de Mauritanie s'ajoutait aux deux premières provinces romaines. Toute l'Afrique du nord était donc ainsi devenue romaine. Le pays fut horriblement ravagé par les luttes entre catholiques et donatistes et par des révoltes indigènes. En 430, ce sont les Vandales qui envahissent la région et y fondent un royaume, qui durera une centaine d'années et sera détruit par les victoires de Bélisaire, sous Justinien. Enfin, le pouvoir de Byzance lui-même, en ces contrées sera détruit par les invasions arabes dans la seconde moitié du VIIe siècle. Tout fut réduit en ruines.

Mais la domination romaine a laissé des vestiges d'une grandeur incomparable : il suffit de nommer Tebessa, Djemila, Lambèse, Cirta, Timgad, Cherchel, etc. Il y eut la, de toute évidence, une civilisation d'une merveilleuse prospérité. Toutes les cités étaient construites sur le modèle de Rome, c'est-à-dire organisées autour d'une place centrale, le forum, autour de laquelle se dressaient les monuments publics, les boutiques des commerçants, les maisons des particuliers, le tout relié par des rues dallées et se coupant en général à angle droit. En dehors des centres urbains, il y avait de somptueuses villas de propriétaires, situées au centre de domaines agricoles. La culture du blé, puis de l'olivier et de la vigne, faisaient la richesse de ces colons romains.

Mais Rome gardait la haute main sur toutes ses colonies. Et pour mieux romaniser les populations et les assimiler elle eut recours avant tout à la *centuriation*. Ce terme signifie une « répartition, au moyen du cadastre, des terres par centuries ». Il s'agissait donc d'une division du sol et d'un bornage des propriétés marquant d'une part la prise

en charge par l'administration de Rome, d'autre part permettant la perception de l'impôt cadastral, et enfin tendant au développement méthodique de l'économie agricole.

La pratique du cadastre des terres se trouvait à Babylone, dans la Grèce antique, en Asie mineure. Ce fut en Egypte que cette pratique fut généralisée et perfectionnée. Les débordements du Nil en effaçant les séparations entre propriétaires rendaient le cadastre bien nécessaire. Deux siècles av. J.-C. les méthodes appliquées en Egypte étaient absolument au point. Mais les divisions cadastrales ne pouvaient être qu'annuelles. Chaque année, il fallait les recommencer, après le retrait du fleuve. Les Romains eurent au contraire recours à un cadastrage fixe. Cette division du sol était, comme dans les méthodes de divination [4], strictement orientée.

On partait d'un point donné, puis le cadastre formait des parallèles équidistantes et prolongées indéfiniment, sans tenir aucun compte du relief. L'unité agraire était un carré dont la dimension pouvait varier selon la centuriation adoptée dans le pays dont il s'agissait. En Afrique du nord, la centuriation était un carré de 2.400 pieds romains de côté, soit 710 mètres. Cette unité s'appelait centuriation, parce que c'était l'étendue réservée en priorité aux vétérans de l'armée, à raison d'une unité cadastrale par compagnie de cent hommes commandée par un centurion. Toute une armée de fonctionnaires ou *agrimensores* était chargée du cadastre et de son maintien.

Les observations faites en Tunisie ont révélé l'existence de ce carroyage régulier sur plusieurs ensembles considérables. Le groupe nord n'a pas moins de 15.000 $km^2$ entre Bizerte et Enfidaville d'une part, le cap Bon et Teboursouk d'autre part. Plus bas, le centre-est s'étend sur 120 km de long et environ 30 km de large.

L'intérêt fiscal de cette division est évident. Mais il s'y trouvait aussi un intérêt économique certain. Toute une construction de routes stratégiques, de relais et de greniers à blé prenait appui sur le quadrillage. Le long des pentes, les fossés et les murettes qui suivaient les courbes de niveau servaient de limites et transformaient le pays en une véritable éponge gardant l'eau, protégeant le sol contre l'érosion, qui est de nos jours la grande ennemie de l'agriculture africaine, et faisant infiltrer la moindre goutte d'eau pour la répartir sur les flancs des versants, selon la saison et la végétation, et récupérant les excédents.

« Cette méthode observe notre article, appliquée à grande échelle, ne saurait être qualifiée d'empirique. C'est parce qu'elle fut perdue que les grands barrages construits il y a quelques années sont actuellement comblés par la vase. »

Il faut donc admettre que les anciens avaient des pratiques beaucoup plus savantes et en tout cas plus efficaces que les nôtres. On s'explique ainsi le peuplement énorme de ces régions, par rapport à nos jours. La photo aérienne révèle, en effet, par milliers des groupes de ruines.

[4] Qu'il me soit permis de renvoyer, pour ces méthodes et l'orientation que l'on y pratiquait, à mon récent ouvrage : *Nostradamus, Malachie et Cie*, Paris, Bonne Presse, 1955.

« Là où l'on n'avait jadis retrouvé qu'une colonne, un chapiteau, ou quelques pierres de tailles, voici que villes, bourgades ou fermes enfouies se signalent au photographe aérien. »

Tout cela avait survécu aux Vandales. Seuls le nomadisme et la culture du palmier ont réussi à le ruiner.

En terminant, les auteurs de cet intéressant article signalent qu'il y a eu sûrement des *centuriations* analogues — non identiques, mais variant selon les pays — dans tout le reste de l'empire romain. L'Italie est couverte de cadastres divers. L'Espagne, l'Allemagne même, et aussi la France, en la plupart de ses parties sont dans le même cas.

En 1949, M. Piganiol, professeur au Collège de France, a retrouvé par exemple le plan cadastral d'Orange. Il a pu reconstituer les dalles sur lesquelles étaient reportés à l'échelle les principaux détails de la topographie, les limites des propriétés et les noms de leurs possesseurs. Ce monument extraordinaire, qui paraît dater du règne de Vespasien, mort en 79, mesure 7 m. sur 5 et correspond à une région de 40 km sur 20, qui fut concédée à des vétérans de la 2e légion. La photo aérienne va permettre la mise en place de ce cadastre sur le terrain. Il y a là un domaine immense pour la recherche. Et comme le disait l'historien de l'Afrique romaine, S. Gsell :

« Il s'agit de savoir si nous devons nous borner à regarder un passé qui ne revivra plus, ou lui demander, au contraire, des leçons utiles pour le temps présent. »

## VIII

### La jeunesse de Churchill

La sortie spectaculaire de M. Winston Churchill de la vie publique, pour raison d'âge, a donné à plusieurs auteurs l'occasion de parler de lui, de son caractère, de sa vie, de la carrière mouvementée qui fut la sienne. Jean-Albert Sorel lui a consacré un article dans *Hommes et Mondes* de mai 1955. Je n'en retiendrai que cette phrase :

« Au lendemain du jour où le vieil homme, chargé d'honneurs, chargé de gloire, illustre dans son temps et pour les temps qui vont venir, a remis à sa souveraine sa démission de Premier Ministre, il n'est pas un Français, je l'espère, qui n'évoque ce grand souvenir (son amitié pour la France, en ses malheurs), et qui ne porte vers Churchill un regard chargé tout à la fois d'admiration, de gratitude et de respect. »

Dans *La Revue des deux mondes* du 15 mai 1955, c'est un spécialiste de l'histoire britannique, Jacques Chastenet, de l'Institut, qui traite pour nous du sujet suivant : *La belliqueuse jeunesse de Winston Churchill*. Ce que je voudrais surtout en tirer, ce sont les renseignements précis qu'il nous donne sur les origines familiales du grand homme d'Etat.

*Churchill !* Nous savons tous que ce nom fut illustré par un général anglais, qui fut créé, en raison de ses victoires, comte puis duc de Marlborough. C'est lui que nos soldats — et plus tard les enfants de France — chansonnaient sous le nom de *Malbrouk-s'en-va-t-en-guerre*. Il devait sa fortune d'abord à la beauté de sa sœur, Arabella Churchill, maîtresse de Jacques II, puis à la diplomatie de sa femme Sarah Jennings, duchesse de Marlborough, surintendante de la maison royale, sous la reine Anne, et aussi naturellement à son

génie. Quand j'ai dit : *il devait sa fortune*, je ne parlais que de la faveur dont il jouissait à la Cour, mais il y a aussi dans sa vie une histoire de fortune plus matérielle : Marlborough s'enrichit immensément, mais en spéculant de la manière la plus honteuse, sur les fournitures de sa propre armée ! C'est ce qu'on appelle ses « concussions scandaleuses ».

Il fut le premier duc de Marlborough, et ce titre devint héréditaire dans sa descendance, mais réservé au fils aîné. Il est curieux d'observer que son père à lui, père aussi de la célèbre Arabella, se nommait Winston Churchill et qu'il était historiographe. Il écrivait de l'histoire, ses enfants et petits-enfants allaient en faire.

Comment donc notre Winston Churchill se rattache-t-il à cet ancêtre ? Il naquit le 30 novembre 1874, au château de *Blenheim*, près d'Oxford. Ce palais est un grandiose édifice aux lignes classiques, qui fut offert par l'Angleterre à Marlborough, avec un domaine de 2.700 acres — 1.080 hectares — pour le récompenser de ses victoires sur les armées de Louis XIV. Le palais était alors la possession du septième duc de Marlborough. Et le jeune enfant, qui naissait ce jour-là, était son petit-fils, et il avait pour père lord Randolph Churchill, troisième fils du duc. Cette naissance fut quelque peu prématurée. Voici pourquoi : le duc donnait ce jour-là un grand bal. L'une de ses brus, lady Randolph Churchill [5] se faisait remarquer par son ardeur à la danse, bien qu'elle fût enceinte de sept mois. Elle avait tout de même présumé de ses forces, car elle fut prise de douleurs au beau milieu d'une valse, pâlit et faillit s'évanouir. On voulut la transporter dans sa chambre. Le château était vaste, on n'eut pas le temps d'y arriver. Il fallut la déposer dans un vestiaire et ce fut là, sur un lit fait de fourrures et de capes de velours, qu'elle mit au monde un garçon qui reçut le prénom traditionnel dans la famille de Winston, accompagné de deux autres : Léonard et Spencer. Il venait au monde deux mois avant terme, mais réussit à surmonter les périls de ce devancement d'appel, et se développa magnifiquement.

Qui était donc cette maman si acharnée à la danse ? Le jeune Winston tiendrait d'elle aussi, comme des Marlborough. Ele était née Jennie Jerome, et elle était américaine. Sa famille, issue de l'île de Wight, avait émigré aux Etats-Unis, au début du XVIII[e] siècle, c'est-à-dire au temps des triomphes du grand Marlborough. Parmi les Jerome, il y en avait eu un qui avait épousé la fille d'un chef iroquois. Mystères de l'hérédité. Winston a eu de l'iroquois dans le sang. Le père de sa mère, Leonard Jerome, était un homme entreprenant et actif. Après avoir été consul américain en Autriche, il avait fait et plusieurs fois refait une très grosse fortune, en jouant à la Bourse. Ce fut aussi un homme de cheval, et comme on dit, un « *turfiste* » enragé. C'est évidemment de lui que Winston a hérité sous ce rapport. Mais il était aussi un amateur de théâtre, un passionné collectionneur de tableaux, — on sait que Winston, lui, est peintre et qu'il a fait plus de 400 tableaux, dont il n'a jamais voulu vendre un seul. Enfin, Leonard Jerome fut aussi un journaliste pugnace et qui devint propriétaire du *New-York Times*. Il lui était arrivé de défendre les bureaux de son journal, revolver au poing, contre des adversaires politiques qui l'avaient envahi : ce Leonard Jerome, grand-père maternel de Winston ne peut certes être renié par lui ! Comment se fit donc le mariage de sa fille Jennie avec le troisième fils du duc de Marlborough ? Leonard aimait beaucoup l'Europe. Mais ne pouvant y venir souvent, il y avait laissé, à Paris, sous l'Empire, sa femme et ses trois filles, assez longtemps. De Paris, où elles avaient été reçues aux Tuileries, elles allaient parfois en Angleterre. Ce fut aux régates de Cowes, que Jennie, la seconde fille, « ravissante brune aux allures de panthère », avait fait la connaissance de lord Randolph Churchill. Coup de foudre ! Devant sa violence, les préjugés nobiliaires du duc de Marlborough avaient cédé. Jennie Jerome devint donc lady Randolph Churchill, et comme elle était aussi spirituelle que jolie et infatigable, elle devint l'ornement de l'aristocratie anglaise.

Telles sont donc les caractéristiques de l'héritage psychologique de Winston : esprit d'aventure, curiosité universelle des Jerome, tradition militaire, gouvernementale et politique des Churchill : sang bleu et sang rouge. Le tout fit un mélange bouillonnant, dont toute la carrière de Winston a fourni les résultats. Il fut lent et long à démarrer, élève très moyen, n'ayant aucun goût pour le latin, ni pour le grec, ni pour le cricket, il eut peine à se faire admettre dans l'armée. Sans son nom de Churchill, il n'y serait peut-être jamais arrivé. Mais une fois en possesion des galons, il sera à l'affût de toutes les bagarres, voudra être de toutes les guerres, petites ou grandes, mais il aura soin d'y participer à la fois comme officier et comme correspondant de guerre, c'est-à-dire comme journaliste. Et cela lui servira pour entrer jeune dans la politique. On sait ce qu'il a su y faire et le rang qu'il y a conquis.

## IX

### Le catholicisme en Finlande

La *Herder-Korrespondenz* de mai 1955, nous donne quelques détails instructifs sur la situation de l'Eglise catholique en Finlande. Elle a célébré, cette année même, son 800[e] anniversaire dans le pays.

Au grand jour de la Pentecôte, les catholiques finlandais se sont réunis à Kolyo, à 33 km au nord de Turku, au lieu même où, en 1158, mourut pour sa foi le saint évêque Henri d'Upsala, patron de la Finlande. Le martyre de ce pieux missionnaire avait bien failli anéantir les germes de la foi chrétienne, en Finlande. C'était toujours du côté de la Suède que l'on travaillait à l'évangélisation de la région. On a un bref du pape Alexandre III, en date de 1171, exhortant l'archevêque suédois d'Upsala à travailler à la diffusion de l'Evangile dans ce pays. On connaît un évêque finlandais, nommé Thomas, qui démissionna en 1245, après avoir vu l'insuccès d'une croisade dirigée sur Novgorod. Ce-

[5] J'ai dit plus haut que le titre de duc est réservé à l'aîné. Par politesse, on donne le titre de lord aux cadets, mais ils ne portent que le patronyme. Tous les cadets étaient donc des Churchill et n'avaient pas droit au titre ducal. Mais on pense bien que le fait d'être fils ou petit-fils d'un duc et surtout de cette envergure donnait à ceux qui avaient quelque talent et ambition des atouts incomparables. Notre Winston a bénéficié constamment de ce privilège de sa naissance.

pendant, sous la direction énergique du *jarl* (comte) Birger Magnusson, l'une des plus hautes personnalités de Suède, une nouvelle croisade, en 1249, fut victorieuse et lia définitivement la Finlande à la fois à l'occident et au catholicisme. A 1249 remonte la fondation du premier couvent — dominicain — en Finlande, à Abo.

Mais la Finlande était destinée à suivre le sort religieux de la Suède. En 1523, quand Gustave Wasa, pour des causes politiques et surtout en raison de besoins financiers, mit la main sur les biens d'Eglise, en se déclarant pour la « réforme luthérienne », la Finlande se trouva, elle aussi, séparée de Rome. Le luthéranisme devint la religion d'Etat. Le catholicisme en disparut complètement, jusqu'au jour où, sous la domination russe, des garnisons y amenèrent, en 1809, des éléments catholiques d'origine polonaise et balte. Pour eux, une petite paroisse fut établie à Helsinki, et rattachée à la province ecclésiastique de Mohilew, qui était sous la direction de l'évêque de St-Pétersbourg.

La Finlande a reconquis son autonomie en 1917. Elle est devenue une république indépendante, animée d'un fier patriotisme. Et elle a su se défendre contre l'emprise de la Russie, sa terrible voisine. Ce ne fut que dans les années 1930 et suivantes que l'Etat finlandais reconnut officiellement l'Eglise catholique, dans son sein. Les catholiques reçurent alors non seulement la liberté du culte, mais aussi le droit d'ouvrir et d'entretenir des écoles privées. Le mariage religieux fut reconnu officiellement.

Actuellement, la Finlande ne compte encore que 2.107 catholiques sur un total de 4.122.000 habitants. Mais le 18 mars dernier, le pape a érigé le vicariat apostolique autonome, fondé le 8 juin 1920, et détaché alors de Mohilew, en évêché ordinaire résidentiel, à Helsinki. On compte quatre paroisses, avec trois églises et huit chapelles, une école et deux jardins d'enfants, un centre d'études catholiques tenu par les Dominicains. Le clergé comprend en tout 16 membres étrangers et un prêtre finlandais. Il y a aussi 25 religieuses, dont une Finlandaise et 4 frères. L'évêque actuel, qui est le Vicaire apostolique d'avant le 18 mars, depuis 1934, se nomme Wilhelm Cobben, d'origine néerlandaise. Le nouvel évêché demeure sous la protection de la Congrégation du Sacré-Cœur de Jésus.

## X

### La situation en Pologne

A la suite des détails que nous venons de réunir, on trouve dans le même recueil, une intéressante chronique sur la situation religieuse en Pologne. La population polonaise, dans la proportion de 88 % demeure profondément catholique. Le gouvernement communiste, tenant compte de ce fait, veut à tout prix donner l'impression qu'il n'existe aucune persécution religieuse dans le pays, qu'il ne poursuit que des buts sociaux et politiques et encore avec une grande modération. A l'égard de la population rurale, il montre une véritable prudence. La petite propriété foncière n'a pas été touchée ; elle aurait plutôt été augmentée. Les sentiments religieux des paysans sont ménagés. Cela n'empêche pas les communistes de travailler au triomphe futur de leur idéologie.

Ils comptent pour cela sur le temps et sur l'éducation de la jeunesse. On sait que, partout, c'est la tactique adoptée par le communisme, et la même revue en donne plus loin un frappant exemple, en parlant de la Chine, où, par l'éducation de la jeunesse, poursuivie intensément, dans le sens d'un lavage total des cerveaux, est en train de s'accomplir l'une des révolutions les plus radicales de la longue histoire chinoise. Mais en Pologne, il est impossible d'agir comme en Chine, où le pouvoir central est tout-puissant et ne trouve devant lui aucune opposition doctrinale, si ce n'est de la part d'une poignée de chrétiens : 3 millions et demi sur 600 millions d'habitants ! En Pologne, le gouvernement communiste a mis la main sur la jeunesse, depuis les jardins d'enfants jusqu'au service militaire. L'Eglise a lutté contre cette emprise, mais en vain. Il a fallu passer par un compromis. L'instruction religieuse a disparu de l'école, peu à peu, par des initiatives locales, venant du parti communiste et des maîtres. L'interdiction totale de l'instruction religieuse à l'école n'est intervenue qu'au début de cette année 1955.

Au cours des discussions et oppositions avec l'épiscopat polonais, le gouvernement a agi avec la même circonspection. Il a évité de soulever contre lui tout l'épiscopat à la fois. Quand il s'en est pris au cardinal Wyschinsky, il a fait appel à des motifs purement politiques : à l'en croire, il s'agissait uniquement de limiter l'épiscopat et l'Eglise entière de Pologne à sa fonction spirituelle, en l'évinçant du domaine politique. Le clergé polonais a dû accepter « les règles du jeu ». Après la déposition forcée du cardinal, les évêques ont continué à négocier avec le gouvernement et reconnu l'existence du gouvernement communiste comme un fait.

Et voici ce qui semble le plus nouveau, dans la situation actuelle. Entre l'épiscopat et le gouvernement communiste s'étaient constitués des « groupes de *catholiques progressistes* » ; sur ce mouvement, en France, il faut lire le bel article du P. Bigo : *Le progressisme en France*, dans la *Revue d'Action populaire* de mai 1955. Qu'en est-il en Pologne ? Au début, les organisations d'action catholique ont été très divisées. Finalement, elles ont fusionné ensemble et c'est — prétendaient-elles — dans le sens d'une *parfaite fidélité à l'Eglise* qu'il s'est établi une « *Commission des prêtres catholiques militants et des laïques activistes du Front national* ».

Cette Commission prétendait vouloir mener de pair une soumission sans défaillance envers les autorités de l'Eglise et une collaboration loyale avec les buts sociaux et politiques du parti au pouvoir.

Voici la réponse que faisait à un enquêteur français, Georges Penchenier, un *progressiste* éminent : Boleslaw Piasecki. On lui demandait ce qu'il pensait des « prêtres-ouvriers » français. « S'il est un point, dit-il, où nous ne sommes pas d'accord avec eux, c'est au sujet des relations avec Rome. Nous n'envisageons à aucun moment la possibilité d'entrer en conflit avec le Vatican et nous nous inclinons sans discussion devant les décisions du Pape » [6].

[6] L'*Osservatore Romano* du 29 juin 1955 a publié un décret du Saint-Office, mettant à l'Index un hebdomadaire *Dzis i Jutro* (*Aujourd'hui et demain*) et un ouvrage de B. Piasecki, *Problèmes essentiels* (*Zagadniena Istotne*), paru à Varsovie en 1954. Voici d'après *La Croix* de Paris

Les progressistes polonais dans leur ensemble veulent rester « optimistes », mais surtout « dynamiques ». Ils prétendent chercher à établir l'Eglise en terrain communiste et à faire un peu ce que les catholiques français ont essayé de faire, en 1792, en face des lois révolutionnaires ou en 1902, en face du combisme.

La question qui va se résoudre est la suivante : y a-t-il une coexistence possible entre une société organisée d'après les principes communistes et l'Eglise catholique ? — Les communistes, eux, se croient sûrs de triompher, en imprégnant les générations montantes de leur idéal. Les catholiques estiment que l'Eglise en a bien vu d'autres, qu'ils n'ont besoin que de la liberté d'être, et qu'*on ne saurait payer trop cher le droit de maintenir la vie sacramentelle dans la nation.* C'est nous qui soulignons cette dernière phrase. Ainsi aurait peut-être raisonné M. Emery, il y a 165 ans [7].

D'après les renseignements de première main, émanant du prêtre polonais Waclaw Radosz, il subsiste en Pologne 23 séminaires diocésains, avec deux Facultés de théologie, l'une à Lublin, l'autre à Varsovie. Les vocations ecclésiastiques sont loin d'être en régression. Le séminaire de Kielce, par exemple, compte 217 étudiants en théologie contre moins de 100 avant la guerre. Le séminaire de Sandomierz-sur-la-Vistule a 230 séminaristes. Depuis 1951, date de son ouverture, il a déjà fourni 155 prêtres. On assure toutefois que les « prêtres progressistes » ont modifié le programme des études, que la littérature communiste est devenue obligatoire, et que le jeune clergé n'est pas plus à l'abri de la contamination communiste que le reste de la jeunesse. Mais il est présentement impossible de dire ce qu'il y a de juste dans ces affirmations.

## XI

### Le Syndicalisme espagnol

Dans sa livraison du 23 janvier 1955, la *Documentation catholique* publiait au sujet de l'Espagne deux documents d'un intérêt palpitant. Nous reviendrons tout à l'heure sur le premier, mais le second était traduit du *Criterio*, revue catholique argentine, et contenait une sorte de confession, ou tout au moins d'examen de conscience dû à la plume d'un catholique madrilène, M. José Maria Garcia Escudero. Et le titre était : *L'Efficacité sociale du Catholicisme espagnol.*

Pénétré d'un authentique esprit catholique, l'auteur analysait les habitudes et le comportement religieux de ses compatriotes, avec une franchise, une impartialité, un sens des nuances admirables. Il distinguait *le catholicisme de la bourgeoisie*, tel qu'il se forme dans la famille, sous l'influence de la mère, toujours pieuse, mais d'une piété un peu étroite et méticuleuse, puis au collège, et enfin dans la société même, sous la pression de la vie et principalement lors de la crise de la puberté. Et sa conclusion, en gros, était la suivante : les Espagnols de la bourgeoisie, au début de ce siècle et jusqu'à la guerre civile — peut-être plus ou moins jusqu'à nos jours — sont plus aptes à mourir pour leur foi qu'à la vivre dans toute sa splendeur, avec toutes ses exigences ! Leur sainteté sera plutôt celle des confesseurs et des martyrs de la foi que celle des apôtres de Jésus-Christ auprès des pauvres de ce monde. Leur catholicisme est fait de pratiques, de craintes, de négations et de refus, plus que convictions éclairées et de grands élans de charité [8].

Nous ne blâmons pas, nous ne comparons pas, nous ne cherchons pas, nous, Français, en rapportant cela, à rabaisser des frères dans la foi. Nous nous bornons à enregistrer les aveux, les autocritiques d'un Espagnol informé et sincère. Parlant, par exemple, de la formation sexuelle, particulièrement importante dans une race volcanique, il dit que cette formation est : 1° *unilatérale*, comme si le péché de la chair était le seul ou presque. « Toute sa vie l'Espagnol, dit-il, s'accusera de ce péché, mais non, par exemple, du manque de charité » ; 2° *négative*, en ce qu'on enseigne à fuir ce péché et non à le combattre par l'amour divin ; 3° *sans explication*, c'est-à-dire sans vouloir entrer dans les exposés nécessaires à ce sujet ; 4° *sans remplacement*, c'est-à-dire sans dérivatifs pour éviter les occasions, par des loisirs sainement organisés.

Ce catholicisme de la bourgeoisie, en Espagne, selon le même témoin, ne trouverait pas auprès du clergé, trop peu instruit ou au contraire trop savant, mais d'une science scolastique et desséchée, trop abstraite, et en général trop fonctionnarisé, tout le secours qu'il devrait normalement en recevoir.

Parlant alors de l'*action sociale* d'un tel catholicisme, il déclare qu'elle est très insuffisante. On connaît certes en Espagne les Encycliques pontificales, sur la question sociale. Mais M. Escudero estime qu'en Espagne « le pauvre vit en dehors du catholicisme ». Non pas que l'Espagne soit, comme nous disons, « pays de mission ». Le nombre des athées est infime. Mais un grand nombre d'ouvriers *ne croient ni aux chrétiens ni à l'Eglise.*

« Et c'est cela, dit-il, qui constitue pour nous le problème le plus important que nous ayons à résoudre. Le mal vient du caractère mutilé et contrefait de notre catholicisme. »

Et encore :

« Tout le monde en Espagne évoque le sixième com-

(30 juin 1955) le sens que l'*O. R.* donne de cette condamnation :

« Tandis que le cardinal Wyszinski et d'autres évêques polonais sont en prison, ou se trouvent empêchés dans l'exercice de leur ministère, nous assistons à la tentative inqualifiable de faire passer les régimes communistes pour respectueux de la liberté de l'Eglise catholique.

L'écrivain Boleslas Piasecki, un des chefs des « catholiques progressistes » de Pologne et l'hebdomadaire *Dzis i Jutro* sont parmi les propagandistes les plus zélés de ces fausses affirmations et ils tentent de les introduire par contrebande même parmi les catholiques en deçà du rideau de fer... En réalité, M. Piasecki est le fauteur d'une reddition totale des catholiques au communisme ».

[7] M. Emery, intransigeant quand la foi était en jeu : vg dans le serment inconditionnel de fidélité à la Constitution civile du Clergé, ou dans l'affaire du divorce de Napoléon, sut adopter une attitude conciliante quand une interprétation bénigne était possible : vg le serment « Liberté-Egalité ». Mais ici, il convient de se rappeler l'enseignement de Pie XI sur le caractère « intrinsèquement pervers » du communisme athée, ou comme le redit l'*Osservatore Romano* (29 juin 1955) : « l'inconciliabilité foncière du christianisme et du communisme, même sur le terrain social ».

[8] Il faut cependant convenir que la fidélité à Dieu jusqu'au martyre inclus, suppose des âmes capables d'une certaine « charité » envers Dieu.

mandement. Qu'on vive bien ou mal, il est toujours question de ce commandement. Mais personne ne parle en confession de ses devoirs sociaux, réduits par nous à une caricature ridicule et anachronique. Nous vivons un catholicisme dont l'aspiration ne vise que le salut personnel. Nous n'avons pas l'idée qu'il existe un prochain... »

En guise de conclusion, M. Escudero affirme qu'il se produit dans son pays une remontée chrétienne incontestable. Son examen de conscience entend bien y travailler. C'est déjà beaucoup, pense-t-il, que l'on ne s'en tienne pas à un certain pharisaïsme, qui consisterait à se congratuler, entre Espagnols, de posséder un catholicisme bien plus total, plus solide, plus profond que les autres pays.

« Dans quel pays, dit fort bien l'auteur, le catholicisme peut-il s'enorgueillir et se dire « le meilleur » ? Aucun symptôme n'est meilleur pour le nôtre que le fait que chez nous — et ce n'est pas de la rhétorique, mais la vérité — il existe chez beaucoup un certain malaise et que, lorsque le Pape parle de notre catholicisme « intégral, robuste, profond et apostolique », plus d'un chez nous, pense que le fils doit s'efforcer de mériter davantage l'éloge dicté au père par son amour. »

*Bienheureux malaise !* Les catholiques de tous les pays ont besoin d'en ressentir un semblable. La perfection n'est pas de ce monde, et rien ne serait plus néfaste que de croire que l'on n'a plus de progrès à accomplir dans la foi, dans l'espérance, dans la justice, dans l'amour.

Cela dit, revenons au premier document cité par la *Documentation*. Nous allons, sauf erreur, comprendre le genre de malaise qui s'empare de nos frères, les catholiques espagnols, et dont beaucoup de catholiques français ont aussi besoin de ressentir les atteintes. Il s'agit d'une Lettre pastorale, émanant de S. Exc. Mgr Pildain y Zapiain, évêque des Canaries. Cette lettre, dans sa traduction, peut recevoir le titre suivant : *Le Syndicalisme espagnol n'est pas conforme à la doctrine sociale de l'Eglise* [9].

Que dit cette Lettre pastorale ? Elle prend occasion d'une conférence récemment prononcée, lors de l'ouverture des cours de l'*Institut social Léon XIII* par le R. P. Brugarola, S. J., sur le Syndicalisme actuel et la doctrine sociale de l'Eglise. Et elle constate : 1° qu'il existe « dans des secteurs importants du travail » une aversion indéniable à l'égard des syndicats espagnols ; — 2° que, par suite, il est important de savoir si ces syndicats sont, oui ou non, conformes à la doctrine sociale de l'Eglise ; — 3° que si ces syndicats sont vraiment conformes à la doctrine de l'Eglise, il faut faire front résolument à l'hostilité qu'ils rencontrent, car alors cette hostilité est sans fondement ; — 4° mais que si les syndicats ne sont pas conformes à la doctrine de l'Eglise, le fait de les prétendre *catholiques*, sous prétexte qu'ils sont en vigueur dans un pays catholique et sous un gouvernement catholique, c'est jeter sur l'Eglise injustement la responsabilité de leur côté odieux et, par conséquent, de l'aversion qu'ils suscitent de la part des ouvriers. Et ici, le prélat emploie un langage d'une force rare ; citons :

« Car s'obstiner à dire aux ouvriers en chômage forcé, sans salaire ou sans subside, ou à ceux qui, bien que salariés ou aidés, ont un standard de vie nettement insuffisant — attendu que leurs ressources ne sont pas adaptées au coût très élevé de la vie — et qui, en même temps, regardent avec une juste indignation certains de leurs compatriotes étaler leur faste et leur luxe cyniquement provocateurs ; s'obstiner, disons-nous, à proclamer devant ces malheureux, que la situation ou le régime dans lequel ils vivent est l'authentique réalisation des Encycliques des Papes, *équivaut à leur enfoncer dans le cœur le poignard de la désillusion définitive, concernant tout ce qu'ils peuvent espérer de l'Eglise et de ses enseignements, et à les pousser, sous l'effet du sombre désespoir, dans les abîmes du communisme et de l'anarchie.* »

C'est moi qui souligne naturellement. Mais on voit toute la gravité de la question posée. Et l'évêque, ensuite, s'appuyant sur l'exposé du P. Brugarola, démontre les cinq points suivants : — 1° Le système des Syndicats espagnols n'est pas conforme à la doctrine sociale de l'Eglise, parce que la loi ne leur laisse aucune initiative, aucune participation réelle dans l'organisation du travail et l'élaboration du contrat de travail ; — 2° ce système s'inspire en fait d'une tendance marxiste, en ce sens que les marxistes attribuent à l'Etat seul la mission de règlementer le travail, ce que l'Eglise condamne ; — 3° ce système paralyse la tendance vers une juste évolution sociale ; — 4° il rend inefficace toute l'organisation syndicale ; — 5° il discrédite la ligne administrative syndicale.

En d'autres termes, les syndicats espagnols ne sont qu'une annexe de l'administration de l'Etat, ils ne sont des syndicats que sur le papier, tout comme ceux de l'U.R.S.S. — Le syndicalisme mondial ne peut donc que les ignorer, et les ouvriers espagnols s'en méfient et ne reçoivent d'eux aucune protection, aucun secours efficace.

Tenons donc pour certain que le régime syndical espagnol n'est aucunement catholique. Cela a été dit et redit par de hauts représentants de la hiérarchie catholique — sans excepter le Vatican — depuis des années. Les catholiques espagnols ont toutefois tenté de créer, dans le cadre de l'Action catholique, ce qu'ils ont appelé les *Fraternités ouvrières de l'Action catholique — Hermandades Obreras de la Accion catolica ou HOAC* — et le numéro de mai 1955 de la *Herder-Korrespondenz* nous dit que ces Fraternités comptent actuellement 12.000 membres inscrits et 50.000 sympathisants. C'est plutôt peu. Et encore, selon la même revue, ce mouvement est fort mal vu en certains milieux phalangistes et dans les syndicats officiels. En 1950, le gouverneur civil et chef de la Phalange de la province de Santander, Joaquin Reguera, n'a pas hésité à exprimer son mécontentement :

« Les HOAC, dit-il, me semblent être une lourde erreur politique. On comprend une organisation catholique en lutte contre le régime laïciste et athée de la République, mais que viennent faire de telles organisations dans notre régime à nous ? »

Contre ce point de vue phalangiste, s'éleva d'abord l'évêque de Malaga. Ce prélat, Dr Angel Herrera Oria, est une vocation tardive. Il fut longtemps

[9] Le « chapeau » que la *Doc. cath.* (23 janvier, col. 98) donnait à la Lettre pastorale de Mgr Pildain, doit être rectifié par ce que dit la lettre de Mgr Morcillo, évêque de Bilbao (*Doc. Cath.*, 6 mars, col. 287).

On trouvera dans la même lettre de l'évêque de Bilbao quelques précisions sur l'article de *Criterio*, reproduction d'une conférence de M. Garcia Escudero, à Santander (août 1953) publiée dans les *Cuadernos hispano americanos* (avril 1954).

haut fonctionnaire, puis 20 ans rédacteur en chef du journal catholique *El Debate*. Il prit la défense des ouvriers et rappela l'enseignement social de l'Eglise tel qu'il est donné soit dans l'Institut Léon XIII à Madrid, soit dans l'Institut social créé par lui-même à Malaga.

Les fruits de cette vigoureuse intervention se font voir de plus en plus dans l'attitude du clergé espagnol, sous l'influence en particulier du nonce apostolique Mgr Antoniutti. C'est dans cet ensemble de faits qu'il faut, selon la *Herder-Korrespondenz*, situer la lettre pastorale de l'évêque de Las Palmas, citée ci-dessus. Les Syndicats officiels ne méritent ni le nom de catholiques, ni celui de Syndicats.

Dans un nouvel exposé, fait à Ségovie, le 12 février 1955, le P. Brugarola, qui est en passe de devenir la plus haute autorité sociologique d'Espagne, a mis au point ses précédentes déclarations. Il semble avoir atténué ses critiques antérieures. Sans doute, il rejette, comme il l'avait déjà fait, l'intervention abusive de l'Etat dans l'organisation syndicale, mais il a tenté de réhabiliter les Syndicats, du point de vue pastoral catholique. Seulement, sa nouvelle interprétation est en contradiction avec le langage du cardinal-primat, l'archevêque de Tolède, Pla y Deniel. En effet, dans une interview, accordée au journal catholique *Ya* et reprise depuis par *Ecclesia*, il a déclaré ce qui suit :

« Les cercles les plus larges du monde ouvrier se trouvent actuellement en marge de l'Eglise... Une grande part de la faute, sur ce point, vient de la trop restreinte participation et directe coopération des ouvriers à leurs propres organisations. »

Cela voulait dire : les syndicats ne comportant aucune ou presque aucune collaboration des ouvriers au contrat de travail, il n'est pas étonnant que le monde ouvrier se sente hors de chez lui, dans une Eglise qui semble approuver un syndicalisme de pure apparence ! L'Action catholique espagnole, qui est fortement organisée, sent le devoir le plus pressant de s'occuper du monde ouvrier, afin de le retenir dans le sein de l'Eglise dont il s'éloigne de plus en plus. Dans leurs discours à l'assemblée nationale de l'Action catholique, le cardinal Pla y Deniel, et le nonce Antoniutti ont insisté, tour à tour, sur la nécessité urgente de mettre en mouvement le véritable enseignement social catholique. La revue *Ecclesia* (n° 707), avait déclaré nettement qu'il fallait sortir des phrases de creuse rhétorique, que les foules déçues regardaient anxieusement du côté de l'Eglise pour lui demander de se faire leur guide vers une amélioration sociale devenue indispensable. Vers le même temps, début de la présente année, le cardinal-archevêque de Tarragone, Dr Arriba y Castro, dans un discours à l'académie de l'Université de Tarragone, disait à son tour, en concluant :

« Que font les catholiques pour faire passer dans la pratique l'enseignement social ? En dépit de quelques progrès qu'il s'agit de poursuivre, on ne peut nier que ce problème reste à l'ordre du jour dans tout l'univers... Nul n'a le droit de se tenir à l'écart, ni de rester dans l'inaction, sous ce rapport, si rudes que soient les sacrifices et si prolongés que soient les efforts qui sont exigés de nous... Soyez des apôtres, non seulement en paroles, mais dans la pratique de votre vie et dans une action organisée, en vue d'instaurer un monde meilleur. »

Encore une fois, en citant ces textes, qui traduisent un malaise dans l'Eglise d'Espagne, nous n'entendons établir aucune comparaison désobligeante. Chaque pays a ses problèmes et doit s'attacher à les résoudre. Nous voulons seulement pencher avec un amour tout fraternel sur les problèmes de l'Eglise voisine, pour lui montrer à quel point tout ce qui se passe au pays de sainte Thérèse et de S. Jean de la Croix intéresse les cœurs catholiques français. Nul doute qu'une grande flambée d'amour mystique, telle que l'Espagne en a connue jadis, ne puisse balayer tous les obstacles, dissiper tous les nuages, résoudre toutes les questions et donner à l'Eglise catholique espagnole le grand lustre qu'elle mérite. Les Espagnols doivent comprendre qu'il ne suffit pas de parler de la « catholique Espagne », et qu'il faut arriver à ce qu'on admire « la sociale Espagne » !

L. CRISTIANI.

---

# QUESTIONS
## de science ecclésiastique
### CONSULTATIONS DIVERSES

**A propos d'un cours sur le Purgatoire d'après un texte polycopié**

(*Voir Ami*, 1955, p. 368, 370)

Le théologien, auteur du texte sur le Purgatoire assez sévèrement jugé dans l'*Ami* du 9 juin dernier, était totalement inconnu de nous, notre abonné nous ayant communiqué son texte sans dévoiler le nom de l'auteur. Nous avons donc jugé objectivement, *prout sonat* (écrivions-nous expressément), en marquant de plus que le professeur « a pu donner, dans son enseignement oral un commentaire capable d'éclairer les élèves ». Nous sommes heureux d'être aujourd'hui éclairé sur ce point, l'auteur du texte nous ayant envoyé très loyalement et son texte polycopié avec ses notes et ses explications.

Voici sa lettre :

Le texte incriminé comprend trois paragraphes :

Le 1er, incomplètement reproduit de la polycopie, expose la nature des peines du Purgatoire, dans le sens d'une purification des restes du péché (*post mortem*, d'après le contexte précédent), et non comme un pur acquittement de peines (Suarez).

Le 2e présente hypothétiquement la raison de la *durée* de cette purification : complexité de l'âme humaine...

Le 3e présente une objection : « Si l'on disait » et tente d'y répondre. L'objection provenait de ce qu'avait cru pouvoir admettre le P. X... Je reconnais que la réponse prête à équivoque. C'est pourquoi j'ai ajouté dans mon enseignement ce qui est écrit de ma main (il y a 4 ans).

M. l'abbé Michel interprète les deux premiers paragraphes en fonction du troisième, précédé par l'hypothèse objectant : « Si l'on disait... », ce qui est une interprétation fausse, contraire à ma pensée. Sans doute, je comprends qu'il a pu y être amené n'ayant pas ce qui précède, avec un texte incomplet, peut-être aussi par l'expression du 2e paragraphe : « l'âme liée à un corps » qui vise l'âme dans son activité terrestre passée et dans sa virtualité subsistante après la mort.

La note écrite de ma main, à cette époque, répond entièrement aux justes observations de M. l'abbé Michel.

Pour mettre toute chose au point et avec la loyauté et l'esprit de justice qui anime la lettre du distingué professeur (qui peut être assuré de notre entière discrétion sur sa personnalité), il convient de dire tout d'abord que le texte qui nous avait été soumis correspond littéralement au texte *polycopié* que l'auteur lui-même nous communique.

Le premier paragraphe a été, dit celui-ci, incomplètement reproduit. C'est exact ; mais ce qui n'était pas reproduit, c'est l'explication donnée aux épithètes du mot aspiration : *douloureuse, paisible, purifiante* : « douloureuse, parce que le désir de l'union sans voile ne peut être encore réalisé ; paisible, parce que c'est la foi, l'espérance certaine et l'amour conscient de Dieu ; purifiante, parce que l'âme consent à cet envahissement divin. » Or ces explications sont par tous admises ; elles répondent à notre pensée personnelle exprimée dans *Les Mystères de l'Au-delà* :

La peine existe (au Purgatoire), mais c'est une peine d'expiation salutaire qui provoque, chez les âmes non encore complètement purifiées, des sentiments d'humilité, des élans de désir, des actes d'amour par lesquels elles deviennent de moins en moins indignes de Dieu... Mgr d'Hulst, dans ses *Lettres de direction* (CVII) précise, à la suite de sainte Catherine de Gênes, que la souffrance purificatrice du Purgatoire est faite d'humilité, de désir, de charité. Les flammes du purgatoire, c'est avant tout, « le feu de l'amour jaloux. L'amour jaloux se venge comme il convient à l'amour ; sa vengeance détruit, non l'objet aimé, qui a été infidèle, mais son infidélité même, et ainsi, en le punissant, elle le purifie et le fait digne de l'amour » (p. 102-103).

Les explications absentes du texte communiqué par notre premier correspondant n'ont donc eu aucune influence sur notre appréciation. Expressément d'ailleurs, nous avions écrit que la *nature* des peines du purgatoire n'intéressait en rien la controverse : rien, en effet, n'est défini à cet égard. Ajoutons encore, pour être complet, que la conception même du *pourquoi* l'on souffre en Purgatoire n'est pas en question ici. On sait que sur ce point deux opinions se partagent les théologiens : les uns, avec S. Thomas *senior*, conçoivent que les âmes justes, dès la séparation d'avec le corps, dans un élan d'amour vers Dieu, font un acte de charité qui leur obtient le pardon des péchés véniels dont elles seraient encore coupables ; mais ces théologiens considèrent la peine du purgatoire comme une *satispassion* imposée par Dieu pour achever la purification de l'âme en raison de la *dette de peine* qui lui demeure encore pour tous les péchés (mortels ou véniels) déjà pardonnés quant à la coulpe. D'autres théologiens, à la suite de Pierre Lombard et même de S. Thomas *junior* (dans le *Commentaire sur les Sentences*) peut-être aussi de Scot, admettent que les âmes, au Purgatoire, souffrent pour expier les péchés véniels non pardonnés à l'heure de la mort. Il n'est pas nécessaire d'opposer entre elles ces deux opinions qui, quelle que soit leur probabilité respective, doivent, en fait, s'accommoder de la définition tridentine :

Si quelqu'un dit qu'à tout pécheur pénitent qui a reçu la grâce de la justification, l'offense (*culpa*) est tellement remise et l'obligation de la peine éternelle (*reatus æternæ pœnæ*) tellement effacée, qu'il ne lui reste aucune obligation de peine temporelle (*reatus pœnæ temporalis*) à payer, soit en ce monde, *soit dans l'autre, au Purgatoire*, avant que l'entrée au ciel lui puisse être ouverte, qu'il soit anathème (sess. VI, can. 30).

Il n'y a pas eu en réalité dans notre article du 9 juin d'interprétation du premier paragraphe. Nous l'avons accepté tel quel, sans y apporter d'observation.

Quant au second paragraphe, notre correspondant fait justement observer dans sa lettre que l'expression « l'âme liée à un corps » a pu nous induire à une conclusion péjorative. « L'âme liée au corps » représente, en effet, le temps de la voie et non le terme. Cette remarque, faite par l'auteur même du texte polycopié, explique notre réserve.

Le troisième paragraphe, textuellement repris de la *polycopie*, avait besoin d'une interprétation corrigeant la signification qu'il présente en lui-même.

Voici le texte *polycopié*, qui s'accorde bien avec ce qu'on nous avait communiqué :

Si on disait que c'est dans la mort même que s'accomplit cette purification dont l'intensité serait la différenciation, le purgatoire serait une mort purifiante qui a une durée mystérieuse.

Mais l'auteur déclare que ce troisième paragraphe « présentait une objection », objection que l'on trouve formulée et résolue dans l'enseignement authentique du professeur. Voici, en effet, le texte qu'il a bien voulu nous communiquer :

Si l'on disait que c'est dans la mort même que s'accomplit cette purification dont l'intensité serait la différenciation (ici, au lieu d'une virgule un point d'interrogation) ? Le purgatoire serait une mort purifiante qui *aurait* (et non plus *a*) une durée mystérieuse (ici deux points d'interrogation). [Ce qui suit est ajouté *manuscripto*] : « *Mais la mort, séparation de l'âme et du corps animal s'accomplit en un instant et l'Eglise dans toute sa Tradition nous fait prier non seulement pour les mourants, mais précise « les défunts » et le dogme définit « animas pœnis purgatoriis post mortem purgari.* »

Nous n'avions pas dit autre chose et nous sommes très heureux de cette explication.

Il n'y a plus qu'à tirer de là une conclusion pratique : Si vous faites polycopier vos cours, donnez votre texte intégralement. Ainsi seront évitées des surprises désagréables pour tous.

A. M.

# L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

## Comptes rendus bibliographiques

**Dictionnaire de Biographie française. — Fasc. XXXII-XXXVIII. « Berton-Brun ». — Paris, Letouzey, 1952-1954.**

Depuis notre dernière recension (*Ami*, 1952, p. 238), sept fascicules ont paru. L'ensemble totalise plusieurs milliers de notices ; ainsi, pour donner une idée de cette quantité, parmi les longues séries de personnages de même nom, on rencontre 65 *Bertrand*, 63 *Boyer*, 55 *Blanc*, 54 *Bonnet*, 52 *Boucher*, 50 *Bourbon*, 37 *Blanchard*, 36 *Bourgeois*, 31 *Blondel*, 29 *Bonaparte* (non compris ceux qui ont régné en France, au moins de droit, comme Napoléon II), 29 *Bourdon*, 24 *Bigot*, 24

de *Broglie* 22 *Bouchard*, 19 *Bloch*, et bien d'autres encore.

Les personnages étudiés appartiennent à toutes les périodes de l'histoire de France et à tous les genres d'activité. Ils illustrent donc fort bien la vie de notre pays à travers les âges et permettent de la reconstituer. Quelques exemples le feront sentir. Sainte *Blandine* est l'héroïne des origines chrétiennes de la Gaule. S. *Brice* est un des nombreux évêques du v[e] siècle honorés comme saints. *Boson* († 887) fut roi de Provence à l'époque carolingienne. *Blanche* de Castille († 1252), reine de France et mère de S. Louis, est célèbre par sa piété et son énergie. L'inquisiteur Jean *Bréhal* travailla au procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc (1456).

Que d'aspects du XVI[e] siècle représentent le connétable de *Bourbon* († 1527), dont la trahison est exposée de façon précise, les de *Biron*, père et fils, aussi dépourvus de loyalisme, le cardinal de *Bourbon*, dont la Ligue voulut faire un Charles X, les *Briçonnet*, véritable dynastie ecclésiastique, Théodore de *Bèze*, successeur de Calvin à Genève, *Besme*, d'origine étrangère et un des exécutants de la Saint-Barthélemy, le mémorialiste *Brantôme*, l'écrivain politique Jean *Bodin*, les de *Birague*, hommes d'Eglise, d'état et d'armée !

Le Grand Siècle se reconnaît dans ses pionniers du renouveau catholique, tels le cardinal Pierre de *Bérulle* († 1629), fondateur de l'Oratoire en France, le P. F. *Bourgoing* († 1662), un de ses successeurs, Adr. *Bourdoise*, H. *Boudon*, l'archidiacre d'Evreux ; dans ses missionnaires, S. Jean de *Brébeuf* et la Bse Marguerite *Bourgeoys* ; dans ses orateurs sacrés, ses écrivains et ses penseurs, *Bossuet*, *Bourdaloue*, *Boileau*, le P. *Bouhours*, S. J. ; dans ses artistes, tel le graveur Abraham *Bosse* († 1676), et aussi dans le président *Broussel*, populaire sous la Fronde, la marquise de *Brinvilliers*, célèbre empoisonneuse.

Le musicien Séb. de *Brossard*, et le duc de *Berwick*, chef militaire, terminèrent leur carrière au XVIII[e] s. De ce même siècle, *Billuart*, O. P., est un théologien ; dom *Bouquet* un des érudits les plus marquants ; *Bossuet*, évêque de Troyes et indigne neveu, un des partisans du Jansénisme ; les *Bouchardon* et Fr. *Boucher*, peintre et graveur, des artistes dont les œuvres sont toujours réputées ; Xav. *Bichat*, à la fois un anatomiste, un physiologiste, médecin et chirurgien ; *Borda*, un marin et un mathématicien.

Des hommes de la Révolution, on trouve, entre autres, *Billaud-Varenne*, *Boissy* d'Anglas, *Bourdon* de l'Oise, le girondin *Brissot* ; à l'opposé, le marquis de *Bouillé*, qui prépara la fuite manquée de Louis XVI, le marquis de *Bonchamp*, chef vendéen, immortalisé par son héroïsme chrétien.

De *Boisgelin*, archevêque d'Aix avant la Révolution, puis arch. de Tours et cardinal sous le concordat napoléonien, mérita de l'Ancien régime et du Nouveau. *Boulay* de la Meurthe et *Bigot* de Préameneu collaborèrent à l'œuvre d'organisation de Napoléon I[er], tandis que le général *Bertrand* fut un de ses fidèles compagnons à Sainte-Hélène, et *Bessières* un de ses maréchaux.

Du XIX[e] s. mentionnons encore les cardinaux de *Bonnechose*, arch. de Rouen, *Bourret*, év. de Rodez, Mgr *Besson*, év. de Nîmes et orateur réputé, l'abbé *Bouix*, canoniste éminent ; le sulpicien *Branchereau* ; les philosophes de *Bonald* et Aug. *Bonnetty* ; *Blanqui*, socialiste révolutionnaire ; Louis *Braille*, bienfaisant inventeur de l'alphabet qui porte son nom ; H. *Brisson* et le général *Boulanger*, hommes politiques chacun en leur genre ; P. *Bossan*, architecte de N.-D. de Fourvière ; les érudits Gaston *Boissier* et Michel *Bréal* ; H. de *Bornier*, auteur littéraire de talent ; les musiciens *Boeldieu*, *Boelman*, *Boely* et surtout G. *Bizet* ; le général *Bourbaki* ; le président *Bonjean*, victime de la Commune ; *Broussais*, Paul *Broca* ainsi que son fils Auguste († 1924), pionniers des sciences médicales; les héros de l'épopée coloniale, tels le sergent *Blandan*, Savorgnan de *Brazza* ; ceux de l'épopée missionnaire, Mgr *Biet* (1901), apôtre du Thibet, le P. Ch. *Bouillevaux*, qui fut aussi explorateur ; A. *Boucicaut* et sa femme, créateurs du « Bon Marché », et artisans du progrès commercial ; le gastronome *Brillat-Savarin*.

Notre siècle a connu les cardinaux *Binet* († 1936), archev. de Besançon ; *Billot*, S. J. († 1931), illustre théologien, mort simple religieux ; Mgr *Boudinhon*, canoniste remarquable ; le P. *Brottier*, apôtre de la jeunesse ; l'abbé L. *Bethleem*, apôtre de l'assainissement de la littérature ; dom *Besse*, érudit et militant politique ; Adéodat *Boissard*, fondateur, avec M. Gonin, des Semaines sociales ; Jeanne *Bigard* († 1934), femme d'œuvres ; les philosophes ou psychologues E. *Boutroux*, Maurice *Blondel*, Ch. *Blondel*, E. *Bréhier*, Mgr Elie *Blanc*, le sociologue C. *Bouglé* ; des savants comme *Branly*, le botaniste G. *Bonnier* ; des explorateurs comme *Binger* († 1936) ; des aviateurs comme L. *Blériot*, Hélène *Boucher* ; des militaires comme H de *Bournazel* et le général *Billotte* († 1940) ; des femmes d'action comme Louise de *Bettignies* ; Charles *Bordes*, fondateur de la « Schola cantorum » et P. de *Bréville*, musiciens ; P. *Bourget*, Léon *Bloy*, Marguerite *Bourcet*, M. *Brillant*, écrivains ; l'abbé H. *Bremond* et Louis *Bréhier*, historiens etc...

La dernière page du tome VI (fasc. XXXVI), est occupée tout entière par la liste des sigles et abréviations désormais utilisés. Ces efforts judicieux méritent notre gratitude. Toutefois il faudrait que les personnages qui intéressent le catholicisme, soient étudiés par des spécialistes, comme on l'a fait pour Th. de *Bèze*, dont la notice est d'un pasteur protestant, ainsi que pour des grands rabbins nommés *Bloch*, dont la notice est du proviseur du lycée de Tell-Aviv. Cet appel à des spécialistes éviterait des lacunes, des imprécisions et des inexactitudes. Ainsi la notice de Marguerite *Bourgeoys* (VI, 1480-1481), publiée en 1954, mentionne la proclamation de l'héroïcité des vertus en 1910, mais pas la béatification, qui eut lieu le 12 nov. 1950. La notice d'Aristide *Briand* prétend que sa modération dans « la mise en application de la loi de séparation... réussit à la faire accepter par l'Eglise et les fidèles » (VII, 270). Or il est bien certain que l'Eglise n'a jamais admis cette loi et ne peut l'admettre. La notice du cardinal *Billot* dit qu'il fut « compromis dans l'affaire de l'*Action Française* dont il avait adopté les principes... » (VI, 481). Que le grand théologien ait eu des sympathies pour le principe politique représenté par l'A. F., c'est indubitable, mais c'est encore moins indubitable qu'il n'avait pas adopté la philosophie agnosticiste de plusieurs chefs du mouvement. La notice de Mgr *Bouange* se contente de quelques données chronologiques et ignore la courageuse résistance du prélat aux lois sectaires ; à l'époque on le compara à son plus glorieux prédécesseur, Mgr Parisis. Par la même occasion, signalons que la notice de Mgr *Bougaud* (VI, 1288-1289) a omis de mentionner son édition critique de la *Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon* (Darantière, 1875) ; elle jouit pourtant toujours de la faveur des historiens.

L'amélioration demandée serait certainement très appréciée des souscripteurs du *Dictionnaire*.

**IMPRIMATUR**

Lingonis die 12 julii 1955

G. MICHEL, *vic. gen.*

*Le gérant :* A. BORDET

**Imprimerie de la Société Anonyme de l'*Ami du Clergé***
**4, rue Claude-Gillot, LANGRES (Haute-Marne)**